

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 828

9 avril 2013

### SOMMAIRE

Ad Valem Technologies International S.A. .....	39738	Nibheis S.à r.l. ....	39741
Association bulgare au Luxembourg A.s.b.l. ....	39698	Nice Trademark S.A. ....	39725
CCP II Holdings Luxco II, S.à r.l. ....	39709	NorCell S.à r.l. ....	39740
Construction Moutinho & M S.à r.l. ....	39741	North German Invest S.à r.l. ....	39740
Dione Investment S.à r.l. ....	39717	Octapan Holding S.à r.l. ....	39743
Grand City Properties S.A. ....	39698	Oesling GmbH ....	39742
Hometrading S.A.R.L. ....	39698	OPENB S.A. ....	39717
Hydroneo Cosau S.à r.l. ....	39701	Open End S.à r.l. ....	39742
Hydroneo Palanzano S.à r.l. ....	39709	Otome Corporation S.à r.l. ....	39742
ICO S.à r.l. ....	39709	Phenix Participations SA ....	39727
JuPed ....	39725	Piranha et Petits Poissons Rouges S.A. ...	39727
Kerta S.à r.l. ....	39727	Plan-B S.à r.l. ....	39742
Kima Constructions S.A. ....	39744	R.A. & Fils S.à r.l. ....	39741
Kima Constructions S.A. ....	39744	Rasmus Investments S.à r.l. ....	39744
LCH Investments S.à r.l. ....	39741	Rasmus S.à r.l. ....	39744
Longbow Investment N°3 S.à r.l. ....	39717	Rhode Island (Holdings) S.A. ....	39725
Luxmurger Grill Restaurants S.A. ....	39743	RS Rinaldis S.à r.l. ....	39744
MDK S.à r.l. ....	39734	SDRW Luxembourg S.à r.l. ....	39740
Melijto Management S.à r.l. ....	39741	S.Invest I S.A. ....	39734
Meliora IP Holdings S.à r.l. ....	39733	S.Invest S.A., SPF ....	39734
Meta-4 Group (Global) S.A. ....	39743	Souliyet S.A.-SPF ....	39744
Meta-4 Group (Global) S.A. ....	39741	Top 3000 S.A. ....	39744
M&M Immobilien S.A. ....	39734	Top 3000 S.A. ....	39744
Nettoyage Service Sàrl ....	39740	Travelport Luxembourg Holdco S.à r.l. ..	39736
New Pharma Invest Holding S.A. ....	39742	Truss Limited Partner S.à r.l. ....	39743
		Walbot S.A. ....	39738

**Hometrading SARL, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9681 Roullingen, 14, Am Duerf.

R.C.S. Luxembourg B 154.745.

—  
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 27 février 2013.

Référence de publication: 2013028472/10.

(130034945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

---

**Grand City Properties S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1430 Luxembourg, 6, boulevard Pierre Dupong.

R.C.S. Luxembourg B 165.560.

—  
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 27 février 2013.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2013028436/11.

(130034955) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

---

**BGLUX, Association bulgare au Luxembourg A.s.b.l., Association sans but lucratif.**

Siège social: L-2652 Luxembourg, 142, rue Albert Unden.

R.C.S. Luxembourg F 9.443.

—  
STATUTS

Les soussignés:

1. Christov Anton, juriste, domicilié au 142, rue Albert Unden, L-2652 Luxembourg, de nationalité bulgare;
  2. Angelov Ivan, ingénieur, domicilié au 47, rue de Vianden, L-2680 Luxembourg, de nationalité bulgare;
  3. Tzankov Vladimir, juriste, domicilié au 7, rue Wilson, L-2732 Luxembourg, de nationalités bulgare et française;
  4. Chochov Orlin, linguiste, domicilié au 94, rue de l'Égalité L-1456 Luxembourg, de nationalité bulgare;
  5. Rusev Yavor, gestionnaire, domicilié au 68, rue de Kirchberg, L-1858 Luxembourg, de nationalité bulgare;
  6. Club culturel «Gaida», membre du Cercle culturel des institutions européennes, dont le siège se trouve au 36, cité Oricher-hoehl, L-8036 Strassen, Luxembourg, représenté par son président Aladzhov Chavdar, linguiste, domicilié au 36, cité Oricher-hoehl, L-8036 Strassen, Luxembourg, de nationalité bulgare;
  7. ServiceLux, dont le siège social se trouve au 6, Val Saint André, L-1128 Luxembourg, représenté par son directeur Canov Nikolay, indépendant, domicilié au 6, Val Saint André, L-1128 Luxembourg, de nationalité bulgare;
- créent par la présente une association sans but lucratif, régie par les dispositions de la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif, telle qu'elle a été modifiée et les présents statuts.

**Chapitre I<sup>er</sup>. Dénomination, Siège, Durée et Objet social**

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'association prend la dénomination «Association bulgare au Luxembourg A.s.b.l.» association sans but lucratif, en abrégé «BGLUX» (ci-après «l'Association»).

**Art. 2.** Le siège de l'Association est établi au 142, rue Albert Unden, L-2652 Luxembourg.

**Art. 3.** La durée de l'Association est illimitée.

**Art. 4.** L'Association a pour objet toute activité de nature à favoriser le développement des relations commerciales, économiques, culturelles, sportives, humanitaires, scientifiques, financières, fiscales, juridiques et dans le tourisme entre la Bulgarie et le Grand-Duché de Luxembourg. Elle a également pour but de créer une coopération dynamique avec la Chambre de Commerce du Luxembourg.

Dans le cadre de ses activités, l'Association a la possibilité de créer des «antennes» dans différentes villes et différents pays.

**Art. 5.** L'Association poursuit son action dans une stricte indépendance politique, idéologique, religieuse et raciale.

**Art. 6.** L'Association peut posséder soit en jouissance, soit en propriété, tout meuble et immeuble nécessaire ou utile à la réalisation de son objet. Les ressources financières de l'association comprennent:

- A) les cotisations
- B) les subventions et subsides
- C) le produit de publications ou d'autres activités
- D) les intérêts et produits des fonds placés
- E) les libéralités et dons qui lui sont faits

## Chapitre II. Membres

**Art. 7.** L'Association est composée de membres actifs, de membres donateurs, de membres associés et de membres d'honneur. Le nombre des membres de l'Association est illimité.

**Art. 8.** Peut devenir membre toute personne morale ou physique qui en manifeste sa volonté, par une demande écrite ou par une demande verbale, déterminée à observer les présents statuts et agréée par le Comité.

**Art. 9.** Peut devenir membre-donateur toute personne qui, sans prendre part activement au fonctionnement de l'Association, lui prête une aide financière annuelle, avec l'accord du Comité.

**Art. 10.** Le Comité peut conférer le titre de membre d'honneur à des personnes qui ont rendu des services ou fait des dons à l'Association.

Peut devenir membre associé toute personne ne voulant pas devenir membre actif mais souhaitant être tenue au courant des manifestations de l'Association.

**Art. 11.** Les membres s'acquittent d'une cotisation annuelle fixée par l'Assemblée Générale à la période fixée par ladite Assemblée Générale. La cotisation minimale est fixée à vingt-cinq euros (EUR 25) et ne peut être supérieure à cent euros (EUR 100,-).

L'Assemblée Générale se réserve le droit de majorer cette cotisation suivant les besoins de l'Association.

**Art. 12.** La qualité de membre se perd:

1. par démission écrite au Comité
2. par exclusion prononcée par l'Assemblée Générale à la majorité des deux tiers des membres présents pour violation des statuts ou pour tout autre motif grave. En cas de partage la voix du Président est prépondérante
3. par décès
4. pour non-paiement de cotisation annuelle

La proposition d'exclusion est formulée par le Comité, alors que la décision définitive est prise par l'Assemblée Générale.

**Art. 13.** Le membre démissionnaire et exclu n'a aucun droit sur le fonds social, le patrimoine de l'Association et ne peut réclamer le remboursement des cotisations.

## Chapitre III. Comité

**Art. 14.** L'Association est administrée par un Comité qui se compose d'un nombre de membres compris entre 5 et 11 dont le Président, le vice-Président, l'Administrateur-Délégué, le Secrétaire et le Trésorier. Les membres du Comité sont élus pour 3 ans par l'Assemblée Générale.

Lorsqu'un administrateur cesse ses fonctions avant l'expiration de son mandat, le Comité peut provisoirement pourvoir à son remplacement jusqu'à la prochaine Assemblée Générale. Le membre du Comité alors élu achèvera le mandat de son prédécesseur.

Les membres du Comité désignent entre eux pour une durée de 3 ans un Président, un vice-Président, un Administrateur-Délégué, un Secrétaire et un Trésorier. Ils sont rééligibles pour une durée de trois (3) mandats maximum.

Les candidatures pour un mandat au sein du Comité doivent être adressées par écrit au Président au moins 48 heures avant l'Assemblée Générale.

**Art. 15.** Le Comité se réunit aussi souvent que les intérêts de l'Association l'exigent sur convocation du Président, du Secrétaire, du vice-Président ou de 2 des membres du Comité. Les décisions du Comité sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents. En cas de partage des voix, celle du Président ou de celui qui le remplace est prépondérante.

En cas d'absence du Président et du vice-Président, la réunion du Comité est présidée par le Trésorier et en cas également d'absence du Trésorier par le Secrétaire.

Le Comité peut s'adjoindre, soit temporairement, soit définitivement, des personnes même non-membres actifs qu'il charge d'une mission spéciale. Ces personnes n'ont toutefois que voix consultative aux réunions du Comité.

Les décisions du Comité sont consignées dans des procès-verbaux qui sont signés par le Président et le Secrétaire et par ceux des votants qui le désirent.

Les extraits ou copies de procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs, sont certifiés conformes et signés par le Président ou par deux des membres du Comité.

**Art. 16.** Le Comité a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de l'Association. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'Assemblée Générale par les statuts ou par la loi est de sa compétence.

Le Comité peut notamment acquérir, vendre, hypothéquer les biens de l'association, contracter des emprunts et accepter tous dons et legs sous réserve des autorisations prévues par la loi, tant que le montant total des opérations visées ne dépasse pas la somme de EUR 30,000.00. Toutes décisions visant des opérations dépassant la somme précitée doivent être préalablement soumises par le Comité à l'approbation de l'Assemblée Générale qui se prononcera en séance extraordinaire.

Le Comité est tenu de soumettre tous les ans à l'approbation de l'Assemblée Générale ordinaire et annuelle le compte de l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice.

Il veillera à la stricte observation des prescriptions prévues aux articles trois (3), neuf (9) et dix (10) de la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif, telle qu'elle a été modifiée.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant sont intentées ou soutenues au nom de l'Association seule.

**Art. 17.** L'Association est engagée en toute circonstance par la signature conjointe de deux des personnes suivantes: le Président, le Secrétaire ou le Trésorier (pour les affaires qui touchent aux finances de l'Association). Chacune de ces personnes peut librement déléguer son pouvoir de signature à un des membres du Comité de son choix.

#### Chapitre IV. Assemblée générale

**Art. 18.** L'Assemblée Générale ordinaire se réunit annuellement dans le courant du mois de février ou mars, au jour, à l'heure et au lieu indiqués dans l'avis de convocation envoyé par courrier ou par fax.

Une délibération de l'Assemblée Générale est nécessaire pour les objets suivants:

- 1) la modification des statuts
- 2) toute opération envisagée par l'Association dont le montant total dépasse la somme de EUR30,000.00
- 3) la nomination et la révocation des membres du Comité, la modification de la durée de leur mandat ainsi que la décharge aux membres du Comité
- 4) l'approbation des comptes et budgets
- 5) la dissolution de l'Association
- 6) l'exercice de tous les autres pouvoirs qui lui seraient conférés par la loi ou les statuts
- 7) la nomination et la révocation des réviseurs aux comptes, la fixation de la durée de leur mandat, ainsi que la décharge à donner aux réviseurs aux comptes. L'Assemblée Générale délibère valablement, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés. Seuls les membres actifs ont le droit de vote.

Les décisions de l'Assemblée Générale sont prises à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage la voix du Président est prépondérante.

Chaque membre présent ou représenté de l'Assemblée Générale a une voix. En cas de partage, la voix de celui qui préside l'Assemblée est prépondérante.

Les membres peuvent se faire représenter à l'Assemblée Générale, par un autre membre ou par un tiers qui doit apporter une procuration écrite à donner au Président ou à son remplaçant.

Les Assemblées Générales sont présidées par le Président du Comité ou, à son défaut, par le vice-Président.

Le Président ou celui qui en remplit les fonctions, désignera le Secrétaire et deux scrutateurs pris parmi les membres actifs présents qui composeront avec le Président ou celui qui en remplit les fonctions, le bureau.

Le bureau dressera la liste de présence et la certifiera exacte.

**Art. 19.** L'Assemblée Générale extraordinaire est convoquée chaque fois que les intérêts de l'Association l'exigent ou qu'un cinquième des membres le demandent par écrit au Comité.

**Art. 20.** La convocation se fait au moins 15 jours avant la date fixée pour l'Assemblée Générale, par voie de la presse, moyennant simple lettre missive ou courrier électronique qui doit mentionner l'ordre du jour proposé, l'heure et le lieu de l'Assemblée Générale.

**Art. 21.** Toute proposition écrite signée d'un vingtième au moins des membres figurant sur la dernière liste annuelle doit être portée à l'ordre du jour.

**Art. 22.** Tous les actes, factures, annonces, publications et autres pièces émanées de l'Association doivent mentionner les éléments suivants: la dénomination «Association bulgare au Luxembourg A.s.b.l.» ainsi que la mention «a.s.b.l.», le siège, les initiales «R.C.S. Luxembourg» suivis du numéro d'immatriculation.

#### Chapitre V. Comptes et Budget

**Art. 23.** L'Assemblée Générale entend les rapports du Comité sur la situation financière de l'Association.

Elle se prononce sur les comptes de l'exercice écoulé et délibère sur les questions à l'ordre du jour. L'exercice budgétaire commence le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année. Les comptes sont arrêtés au 31 décembre et soumis, pour examen, à l'Assemblée Générale avec le rapport du Trésorier.

Les comptes de l'Association sont tenus et réglés par un Trésorier, membre du Comité. Chaque mouvement doit être justifié par une facture ou autre pièce comptable à l'appui.

L'excédent favorable appartient à l'Association.

Avant d'être soumis à l'Assemblée Générale, les livres, les comptes et la caisse de l'exercice écoulé sont vérifiés par deux réviseurs aux comptes désignés par l'Assemblée Générale précédente.

### Chapitre VI. Dissolution

**Art. 24.** La dissolution de l'Association est prononcée à la majorité des 2/3 (deux tiers) des membres de l'Association. La dissolution de l'Association est régie par les arts. 20 et 21 de la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif, telle qu'elle a été modifiée.

**Art. 25.** En cas de dissolution, le capital en caisse et sur le compte bancaire, ainsi que les biens de l'Association, après apurement de toutes les dettes, charges et frais de liquidation, sont affectés à une organisation ayant des buts similaires. Cette organisation est choisie par le Comité.

### Chapitre VII. Divers

**Art. 26.** Les statuts pourront être modifiés conformément aux dispositions prévues par les arts. 8 et 9 de la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif, telle qu'elle a été modifiée.

**Art. 27.** Pour tout ce qui n'est pas réglementé par les présents statuts, il est renvoyé à la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif, telle qu'elle a été modifiée.

**Art. 28.** Si le besoin s'en fait sentir, l'Association pourra se doter d'un règlement intérieur précisant certains points des statuts ou réglementant le fonctionnement de certaines activités. Il sera rédigé sous la responsabilité du Comité et validé en Assemblée Générale.

**Art. 29.** L'Assemblée générale constituante qui s'est réunie au lieu indiqué ci-dessus le 15.02.2013 a approuvé les présents statuts.

Référence de publication: 2013025020/164.

(130029036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2013.

---

### Hydroneo Cosau S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 175.212.

#### STATUTS

L'an deux mille treize, le trente et un janvier.

Pardevant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

HYDRONEO S.A., une société constituée et existant suivant les lois de Luxembourg ayant son siège social à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 174537,

ici représenté par Madame Alexia UHL, employée privée, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 17 décembre 2012.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par la mandataire du comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, ès-qualité qu'elle agit, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

#### I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination HYDRONEO COSAU S.à r.l. (la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) et par les présents statuts (les Statuts).

#### Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social est établi à Luxembourg Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui restera une société luxembourgeoise.

### **Art. 3. Objet social.**

3.1 La Société a pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise se présentant sous forme de société de capitaux ou de société de personnes, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

3.2 La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

3.3 Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, la mise en valeur et à la cession d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprises, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevet, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

3.4 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'actions et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne.

3.5 La Société peut également réaliser son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

3.6 Elle pourra également procéder à l'acquisition, la gestion, l'exploitation, la vente ou la location de tous immeubles, meublés, non meublés et généralement faire toutes opérations immobilières à l'exception de celles de marchands de biens et le placement et la gestion de ses liquidités. En général, la Société pourra faire toutes opérations à caractère patrimonial, mobilières, immobilières, commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et à faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension.

### **Art. 4. Durée.**

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

## **II. Capital - Parts sociales**

### **Art. 5. Capital.**

5.1 Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2 Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

### **Art. 6. Parts sociales.**

6.1 Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2 Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3 Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4 Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé.

### III. Gestion - Représentation

#### Art. 7. Conseil de gérance.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, lesquels ne sont pas nécessairement des associés et qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés laquelle fixera la durée de leur mandat. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un Conseil de gérance.

7.2 Les membres du Conseil peuvent ou non être répartis en deux catégories, nommés respectivement «Gérants de catégorie A» et «Gérants de catégorie B».

7.3 Les gérants sont révocables ad nutum.

#### Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social.

8.2 Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par tout gérant.

#### Art. 9. Procédure.

9.1 Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2 Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3 La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque gérant de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

9.4 Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5 Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants est présente ou représentée et, si des Gérants de catégorie A et des Gérants de catégorie B ont été nommés, que si au moins un Gérant de catégorie A et un Gérant de catégorie B sont présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance sont prises valablement à la majorité des voix des gérants présents ou représentés et, si des Gérants de catégorie A et des Gérants de catégorie B ont été nommés, ces résolutions ont été approuvées par au moins un Gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6 Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7 Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

#### Art. 10. Représentation.

10.1 La Société sera engagée, en tout circonstance, vis-à-vis des tiers par la seule signature du gérant unique et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants.

10.2 Dans l'éventualité où deux catégories de Gérants sont créées (Gérant de catégorie A et Gérant de catégorie B), la Société sera obligatoirement engagée par la signature conjointe d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B.

10.3 La Société sera aussi engagée par la signature conjointe ou unique de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

**Art. 11. Responsabilités des gérants.** Les gérants ne contractent en raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

#### IV. Assemblée Générale des associés

##### Art. 12. Pouvoirs et Droits de vote.

12.1 L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2 Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3 Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

##### Art. 13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1 Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

13.2 Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3 Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

#### V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

##### Art. 14. Exercice social.

14.1 L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de chaque année.

14.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont arrêtés et le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

14.3 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

##### Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1 Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2 Nonobstant les dispositions précédentes, le Conseil de Gérance peut décider de payer des dividendes intérimaires aux Associés avant la fin de l'exercice social sur la base d'un état de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi ou selon ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par les Associés.

#### VI. Dissolution - Liquidation

##### Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1 En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la Loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2 Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

#### VII. Disposition générale

**Art. 17. Loi applicable.** Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

##### *Disposition transitoire*

La première année sociale débutera à la date du présent acte et se terminera au 31 décembre 2013.

##### *Souscription - Libération*

HYDRONEO S.A., représentée comme dit ci-dessus, déclare avoir souscrit à l'entière du capital social de la Société et d'avoir entièrement libéré les douze mille cinq cents parts sociales par versement en espèces, de sorte que la somme

de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

#### *Décisions de l'associé unique*

Et aussitôt, l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

1. La personne suivante est nommée comme gérant de la Société pour une durée indéterminée:
  - Monsieur Jean ZEKRI, né à Miliana (Algérie), le 4 février 1955, demeurant à 25 Boulevard Lannes, F-75116 Paris, (France).
2. Le siège social de la Société est établi à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

#### *Frais*

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution à environ mille euros (EUR 1,000.-).

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte en langue française, suivi d'une version anglaise, et en cas de divergence entre le texte français et le texte anglais, le texte français fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la partie comparante, ladite mandataire de la partie comparante a signé le présent acte avec le notaire.

#### **Suit la traduction anglaise du texte qui précède:**

In the year two thousand thirteen on the thirty-first of January.

Before Us M<sup>e</sup> Carlo WERSANDT, notary residing at Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned,

#### **APPEARED:**

HYDRONEO S.A. a company incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office in L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, and registered with Trade and Companies Register of Luxembourg under number B 174537,

here represented by Mrs Alexia UHL, private employee, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on December 17, 2012.

The said proxy, after having been signed *in varietur* by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), which is hereby incorporated:

#### **I. Name - Registered office - Object - Duration**

**Art. 1. Name.** There is formed a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) under the name HYDRONEO COSAU S.à r.l. (the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), as well as by the present articles of association (the Articles).

#### **Art. 2. Registered office.**

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single partner or the general meeting of partners adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

### **Art. 3. Object.**

3.1 The Company may carry out all transactions relating directly or indirectly to the taking of participating interests in whatsoever form, in any enterprise in the form of a public limited liability company or of a private liability company, as well as the administration, management, control and development of such participations.

3.2 The Company may carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect or real estate or moveable property, which the Company may deem useful to the accomplishment of its purposes.

3.3 In particular the Company may use its funds for the creation, management, development and the disposal of a portfolio comprising all types of transferable securities or patents of whatever origin, take part in the creation, development and control of all enterprises, acquire all securities and patents, either by way of contribution, subscription, purchase or otherwise, option, as well as realize them by sale, transfer, exchange or otherwise.

3.4 The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or to any other company. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person.

3.5 The Company may also carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

3.6 The Company may also proceed with the acquisition, management, development, sale and rental of any real estate, whether furnished or not, and in general, carry out all real estate operations with the exception of those reserved to a dealer in real estate and those concerning the placement and management of money. In general, the Company may carry out any patrimonial, movable, immovable, commercial, industrial or financial activity as well as all transactions that aim to promote and facilitate directly or indirectly the accomplishment and development of its purpose.

### **Art. 4. Duration.**

4.1 The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the partners.

## **II. Capital - Shares**

### **Art. 5. Capital.**

5.1 The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form with a par value of one Euro (EUR 1,-) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2 The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single partner or, as the case may be, by the general meeting of partners, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

### **Art. 6. Shares.**

6.1 Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2 Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3 Shares are freely transferable among partners or, if there is no more than one partner, to third parties.

In case of plurality of partners, the transfer of shares to non-partners is subject to the prior approval of the general meeting of partners representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4 A partners' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each partner who so requests.

## **III. Management - Representation**

### **Art. 7. Board of managers.**

7.1 The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single partner or the general meeting of partners which sets the term of their office. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be partner(s).

7.2 The members of the board might be split in two categories, respectively denominated «Category A Managers» and «Category B Managers».

7.3 The managers may be dismissed ad nutum.

**Art. 8. Powers of the board of managers.**

8.1 All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of partners fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2 Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either partners or not, by the manager, or if there are more than one manager, by any manager of the Company.

**Art. 9. Procedure.**

9.1 The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2 Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3 No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5 The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented and, to the extent Category A Managers and Category B Managers were appointed, at least one Category A Manager and one Category B Manager must be present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast and, if the board of managers is composed of Category A Managers and Category B Managers such resolutions must be approved by at least one Category A Manager and one Category B Manager. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6 Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7 Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

**Art. 10. Representation.**

10.1 The Company shall be bound towards third parties in all matters by the single signature of its sole manager and by the joint signature of two managers in the case of a plurality of managers.

10.2 If the general meeting of partners decides to create two categories of managers (category A and category B), the Company will only be bound by the joint signature of any A Manager together with any B Manager.

10.3 The Company shall further be bound by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

**Art. 11. Liability of the managers.** The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

**IV. General meetings of partners****Art. 12. Powers and Voting rights.**

12.1 The single partner assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of partners.

12.2 Each partner has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3 Each partner may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of partners.

**Art. 13. Form - Quorum - Majority.**

13.1 If there are not more than twenty-five partners, the decisions of the partners may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the partners in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The partners shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the partners may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2 Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

13.3 However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the partners owning at least three quarters of the Company's share capital.

## V. Annual accounts - Allocation of profits

### Art. 14. Accounting Year.

14.1 The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first December of each year.

14.2 Each year, with reference to the end of the Company's accounting year, the Company's accounts are established and the manager or, in case there is a plurality of managers, the board of managers shall prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

14.3 Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

### Art. 15. Allocation of Profits.

15.1 The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2 Notwithstanding the preceding provisions, the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the Shareholders before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the Shareholders.

## VI. Dissolution - Liquidation

### Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1 In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be partners, appointed by a resolution of the single partner or the general meeting of partners which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the partner(s) or by Law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the partner or, in the case of a plurality of partners, the partners in proportion to the shares held by each partner in the Company.

## VII. General provision

**Art. 17. General provision.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

### *Transitory provision*

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 31 December 2013.

### *Subscription - Payment*

Thereupon, HYDRONEO S.A., prenamed and represented as stated here-above, declares to have subscribed to the whole share capital of the Company and to have fully paid up all twelve thousand five hundred shares by contribution in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

### *Resolutions of the sole partner*

Immediately after the incorporation of the Company, the sole partner, representing the entirety of the subscribed share capital has passed the following resolutions:

1. The following person is appointed as manager of the Company for an indefinite period:  
- Mr Jean ZEKRI, born at Miliana (Algeria), on 4<sup>th</sup> February 1955, residing at 25 Boulevard Lannes, 75116 Paris, (France)
2. The registered office of the Company is set in L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

### *Estimate*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand Euros (EUR 1,000.-).

### *Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in French followed by a English and in case of divergences between the French and the English French text, the French version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, said proxyholder of the person appearing signed together with the notary the present deed.

Signé: A. UHL, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 5 février 2013. LAC/2013/5467. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 14 février 2013.

Référence de publication: 2013024080/409.

(130029051) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2013.

---

**CCP II Holdings Luxco II, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 29, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 172.204.

Les statuts coordonnés au 18 janvier 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2013028328/11.

(130034950) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

---

**ICO S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1541 Luxembourg, 42, boulevard de la Fraternité.

R.C.S. Luxembourg B 99.530.

Le bilan arrêté au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 25 février 2013.

Pour I.C.O. SARL

Fiduciaire Roger Linster Sàrl

Référence de publication: 2013028481/12.

(130034349) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

---

**Hydroneo Palanzano S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 175.211.

—  
STATUTS

L'an deux mille treize, le trente et un janvier.

Pardevant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

HYDRONEO S.A., une société constituée et existant suivant les lois de Luxembourg ayant son siège social à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 174537,

ici représenté par Madame Alexia UHL, employée privée, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 17 décembre 2012.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par la mandataire du comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, ès-qualité qu'elle agit, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

## I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

**Art. 1<sup>er</sup> . Dénomination.** Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination HYDRONEO PA-LANZANO S.à r.l. (la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) et par les présents statuts (les Statuts).

### Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social est établi à Luxembourg Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui restera une société luxembourgeoise.

### Art. 3. Objet social.

3.1 La Société a pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise se présentant sous forme de société de capitaux ou de société de personnes, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

3.2 La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

3.3 Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, la mise en valeur et à la cession d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprises, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevet, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

3.4 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'actions et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne.

3.5 La Société peut également réaliser son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

3.6 Elle pourra également procéder à l'acquisition, la gestion, l'exploitation, la vente ou la location de tous immeubles, meublés, non meublés et généralement faire toutes opérations immobilières à l'exception de celles de marchands de biens et le placement et la gestion de ses liquidités. En général, la Société pourra faire toutes opérations à caractère patrimonial, mobilières, immobilières, commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et à faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension.

### Art. 4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

## II. Capital - Parts sociales

### Art. 5. Capital.

5.1 Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2 Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

### Art. 6. Parts sociales.

6.1 Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2 Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3 Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4 Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé.

### III. Gestion - Représentation

#### Art. 7. Conseil de gérance.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, lesquels ne sont pas nécessairement des associés et qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés laquelle fixera la durée de leur mandat. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un Conseil de gérance.

7.2 Les membres du Conseil peuvent ou non être répartis en deux catégories, nommés respectivement «Gérants de catégorie A» et «Gérants de catégorie B».

7.3 Les gérants sont révocables ad nutum.

#### Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social.

8.2 Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par tout gérant.

#### Art. 9. Procédure.

9.1 Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2 Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3 La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque gérant de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

9.4 Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5 Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants est présente ou représentée et, si des Gérants de catégorie A et des Gérants de catégorie B ont été nommés, que si au moins un Gérant de catégorie A et un Gérant de catégorie B sont présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance sont prises valablement à la majorité des voix des gérants présents ou représentés et, si des Gérants de catégorie A et des Gérants de catégorie B ont été nommés, ces résolutions ont été approuvées par au moins un Gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6 Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7 Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

#### Art. 10. Représentation.

10.1 La Société sera engagée, en tout circonstance, vis-à-vis des tiers par la seule signature du gérant unique et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants.

10.2 Dans l'éventualité où deux catégories de Gérants sont créées (Gérant de catégorie A et Gérant de catégorie B), la Société sera obligatoirement engagée par la signature conjointe d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B.

10.3 La Société sera aussi engagée par la signature conjointe ou unique de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

**Art. 11. Responsabilités des gérants.** Les gérants ne contractent en raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

#### IV. Assemblée Générale des associés

##### Art. 12. Pouvoirs et Droits de vote.

12.1 L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2 Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3 Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

##### Art. 13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1 Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

13.2 Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3 Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

#### V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

##### Art. 14. Exercice social.

14.1 L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de chaque année.

14.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Sociétés sont arrêtés et le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

14.3 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

##### Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1 Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2 Nonobstant les dispositions précédentes, le Conseil de Gérance peut décider de payer des dividendes intérimaires aux Associés avant la fin de l'exercice social sur la base d'un état de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi ou selon ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par les Associés.

#### VI. Dissolution - Liquidation

##### Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1 En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la Loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2 Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

#### VII. Disposition générale

**Art. 17. Loi applicable.** Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

##### *Disposition transitoire*

La première année sociale débutera à la date du présent acte et se terminera au 31 décembre 2013.

### *Souscription - Libération*

HYDRONEO S.A., représenté comme dit ci-dessus, déclare avoir souscrit à l'entière du capital social de la Société et d'avoir entièrement libéré les douze mille cinq cents parts sociales par versement en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

### *Décisions de l'associé unique*

Et aussitôt, l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

1. La personne suivante est nommée comme gérant de la Société pour une durée indéterminée:
  - Monsieur Jean ZEKRI, né à Miliana (Algérie), le 4 février 1955, demeurant à 25 Boulevard Lannes, F-75116 Paris, (France).
2. Le siège social de la Société est établi à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

### *Frais*

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution à environ mille euros (EUR 1.000,-).

### *Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte en langue française, suivi d'une version anglaise, et en cas de divergence entre le texte français et le texte anglais, le texte français fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la partie comparante, ladite mandataire de la partie comparante a signé le présent acte avec le notaire.

### **Suit la traduction anglaise du texte qui précède:**

In the year two thousand thirteen on the thirty-first of January.

Before Us M<sup>e</sup> Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned,

#### **APPEARED:**

HYDRONEO S.A. a company incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office in L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, and registered with Trade and Companies Register of Luxembourg under number B 174537,

here represented by Mrs Alexia UHL, private employee, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on December 17, 2012.

The said proxy, after having been signed in due form by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

### **I. Name - Registered office - Object - Duration**

**Art. 1. Name.** There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name HYDRONEO PALANZANO S.à r.l. (the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), as well as by the present articles of association (the Articles).

#### **Art. 2. Registered office.**

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single partner or the general meeting of partners adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

### **Art. 3. Object.**

3.1 The Company may carry out all transactions relating directly or indirectly to the taking of participating interests in whatsoever form, in any enterprise in the form of a public limited liability company or of a private liability company, as well as the administration, management, control and development of such participations.

3.2 The Company may carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect or real estate or moveable property, which the Company may deem useful to the accomplishment of its purposes.

3.3 In particular the Company may use its funds for the creation, management, development and the disposal of a portfolio comprising all types of transferable securities or patents of whatever origin, take part in the creation, development and control of all enterprises, acquire all securities and patents, either by way of contribution, subscription, purchase or otherwise, option, as well as realize them by sale, transfer, exchange or otherwise.

3.4 The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or to any other company. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person.

3.5 The Company may also carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

3.6 The Company may also proceed with the acquisition, management, development, sale and rental of any real estate, whether furnished or not, and in general, carry out all real estate operations with the exception of those reserved to a dealer in real estate and those concerning the placement and management of money. In general, the Company may carry out any patrimonial, movable, immovable, commercial, industrial or financial activity as well as all transactions that aim to promote and facilitate directly or indirectly the accomplishment and development of its purpose.

### **Art. 4. Duration.**

4.1 The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the partners.

## **II. Capital - Shares**

### **Art. 5. Capital.**

5.1 The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form with a par value of one Euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2 The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single partner or, as the case may be, by the general meeting of partners, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

### **Art. 6 Shares.**

6.1 Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2 Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3 Shares are freely transferable among partners or, if there is no more than one partner, to third parties.

In case of plurality of partners, the transfer of shares to non-partners is subject to the prior approval of the general meeting of partners representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4 A partners' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each partner who so requests.

## **III. Management - Representation**

### **Art. 7. Board of managers.**

7.1 The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single partner or the general meeting of partners which sets the term of their office. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be partner(s).

7.2 The members of the board might be split in two categories, respectively denominated «Category A Managers» and «Category B Managers».

7.3 The managers may be dismissed ad nutum.

**Art. 8. Powers of the board of managers.**

8.1 All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of partners fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2 Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either partners or not, by the manager, or if there are more than one manager, by any manager of the Company.

**Art. 9. Procedure.**

9.1 The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2 Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3 No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5 The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented and, to the extent Category A Managers and Category B Managers were appointed, at least one Category A Manager and one Category B Manager must be present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast and, if the board of managers is composed of Category A Managers and Category B Managers such resolutions must be approved by at least one Category A Manager and one Category B Manager. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6 Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7 Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

**Art. 10. Representation.**

10.1 The Company shall be bound towards third parties in all matters by the single signature of its sole manager and by the joint signature of two managers in the case of a plurality of managers.

10.2 If the general meeting of partners decides to create two categories of managers (category A and category B), the Company will only be bound by the joint signature of any A Manager together with any B Manager.

10.3 The Company shall further be bound by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

**Art. 11. Liability of the managers.** The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

**IV. General meetings of partners****Art. 12. Powers and Voting rights.**

12.1 The single partner assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of partners.

12.2 Each partner has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3 Each partner may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of partners.

**Art. 13. Form - Quorum - Majority.**

13.1 If there are not more than twenty-five partners, the decisions of the partners may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the partners in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The partners shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the partners may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2 Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

13.3 However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the partners owning at least three quarters of the Company's share capital.

## V. Annual accounts - Allocation of profits

### Art. 14. Accounting Year.

14.1 The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first December of each year.

14.2 Each year, with reference to the end of the Company's accounting year, the Company's accounts are established and the manager or, in case there is a plurality of managers, the board of managers shall prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

14.3 Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

### Art. 15. Allocation of Profits.

15.1 The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2 Notwithstanding the preceding provisions, the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the Shareholders before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the Shareholders.

## VI. Dissolution - Liquidation

### Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1 In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be partners, appointed by a resolution of the single partner or the general meeting of partners which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the partner(s) or by Law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the partner or, in the case of a plurality of partners, the partners in proportion to the shares held by each partner in the Company.

## VII. General provision

**Art. 17. General provision.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

### *Transitory provision*

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 31 December 2013.

### *Subscription - Payment*

Thereupon, HYDRONEO S.A., prenamed and represented as stated here-above, declares to have subscribed to the whole share capital of the Company and to have fully paid up all twelve thousand five hundred shares by contribution in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

### *Resolutions of the sole partner*

Immediately after the incorporation of the Company, the sole partner, representing the entirety of the subscribed share capital has passed the following resolutions:

1. The following person is appointed as manager of the Company for an indefinite period:  
- Mr Jean ZEKRI, born at Miliana (Algeria), on 4<sup>th</sup> February 1955, residing at 25 Boulevard Lannes, 75116 Paris, (France)
2. The registered office of the Company is set in L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

### *Estimate*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand Euros (EUR 1,000.-).

### *Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in French followed by a English and in case of divergences between the French and the English French text, the French version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, said proxyholder of the person appearing signed together with the notary the present deed.

Signé: A. UHL, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 5 février 2013. LAC/2013/5462. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 14 février 2013.

Référence de publication: 2013024081/409.

(130029028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2013.

---

**Longbow Investment N°3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 172.273.

Les statuts coordonnés au 25 janvier 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2013028542/11.

(130034913) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

---

**OPENB S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 73.570.

J'ai le regret de vous informer que je renonce par la présente à mes fonctions de commissaire aux comptes dans votre société, avec effet immédiat.

Luxembourg, le 12 février 2013.

HAMERVATE LIMITED / GORDALE MARKETING LIMITED

Signatures

Référence de publication: 2013028627/12.

(130034705) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

---

**Dione Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 175.230.

**STATUTES**

In the year two thousand and thirteen, on the first day of the month of February.

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

BRE/Europe 6Q S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 164.012, represented by Mr Joe Zaiter, juriste, residing in Luxembourg pursuant to a proxy dated 29 January 2013, which shall be registered together with the present deed.

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a limited liability company Dione Investment S.à r.l. (société à responsabilité limitée) which is hereby established as follows:

**Art. 1. Denomination.** A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Dione Investment S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

**Art. 2. Object.** The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

**Art. 3. Duration.** The Company is established for an unlimited period.

**Art. 4. Registered Office.** The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

**Art. 5. Share capital.** The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by five hundred (500) shares with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

**Art. 6. Transfer of Shares.** Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five percent of the Company's share capital.

**Art. 7. Management of the Company.** The Company is managed by one or several managers who do not need to be shareholders.

The sole manager or as the case may be, the board of managers, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be, the board of managers.

Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be, the board of managers has, the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company not reserved by law or these articles of association to the general meeting of shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but their appointment may also be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours (24) at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the

motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of anyone of the managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers.

**Art. 8. Liability of the Managers.** The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

- (i) Against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;
- (ii) With respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or
- (iii) In the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

**Art. 9. Shareholder voting rights.** Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

**Art. 10. Shareholder meetings.** Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions

concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

**Art. 11. Accounting Year.** The accounting year begins on 1<sup>st</sup> January of each year and ends on 31<sup>st</sup> December of the same year save for the first accounting year which shall commence on the day of incorporation and end on 31<sup>st</sup> December 2013.

**Art. 12. Financial Statements.** Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

**Art. 13. Distributions.** Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

**Art. 14. Dissolution.** In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

**Art. 15. Sole Shareholder.** If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10<sup>th</sup> August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

**Art. 16. Applicable law.** For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

#### *Subscription and Payment*

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up the following shares:

Subscriber	Number of shares	Subscription price (EUR)
BRE/Europe 6Q S.à r.l. ....	500	EUR 12,500.-
Total .....	500	EUR 12,500.-

Evidence of the payment of the total subscription price has been shown to the undersigned notary.

#### *Expenses, Valuation*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,200.-.

#### *Extraordinary general meeting*

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at: 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.
2. The following person is appointed manager of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company with such signature powers as set forth in the articles of association of the Company:
  - BRE/Management 6 S.A., a société anonyme incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 164.777.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing party, who requested that the deed should be documented in the English language, the said appearing party signed the present original deed together with the notary, having personal knowledge of the English language.

The present deed, worded in English, is followed by a translation into German. In case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing party, known to the notary by its name, first name, civil status and residence, the said appearing party signed together with the notary the present deed.

### **Folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:**

Im Jahre zweitausendunddreizehn, am ersten Tag des Monats Februar.

Vor dem unterzeichnenden Notar Maître Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

BRE/Europe 6Q S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg, deren Gesellschaftskapital zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) beträgt und eingetragen im luxemburgischem Handels- und Gesellschaftsregister (Registre de commerce et des sociétés) unter der Nummer B 164.012,

hier vertreten durch Herrn Joe Zeaiter, juriste, mit Wohnsitz in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht vom 29. Januar 2013, welche vorliegender Urkunde beigefügt ist um mit dieser bei der Registrierungsbehörde eingereicht zu werden.

Die erschienene Partei hat in ihrer vorgenannten Eigenschaft den unterzeichnenden Notar ersucht, die Gründungssatzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung „Dione Investment S.à r.l.“ (société à responsabilité limitée) wie folgt zu beurkunden.

**Art. 1. Gesellschaftsname.** Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen „Dione Investment S.à r.l.“ (die „Gesellschaft“) wird hiermit von der erschienenen Partei und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt.

**Art. 2. Gesellschaftszweck.** Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeder beliebigen Form an in- und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form von Investitionen, sowie den Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise wie Übertragung durch Verkauf oder Tausch von Finanzinstrumenten jeder Art und die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann Sicherheiten leisten, Darlehen ausgeben oder die Gesellschaften an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, in jeder anderen Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, technischen, finanziellen ebenso wie alle andere direkt oder indirekt verbundenen Tätigkeiten welche die Erfüllung des Geschäftszwecks in den oben genannten Bereichen erleichtern, vornehmen.

Unter anderem wird die Gesellschaft allen Gesellschaften ihres Portfolios die für die Verwaltung, Entwicklung und Aufsicht dieser Gesellschaften notwendigen Leistungen zur Verfügung stellen. Für diesen Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater beanspruchen und auf solche zurückgreifen.

**Art. 3. Geschäftsdauer.** Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet.

**Art. 4. Gesellschaftssitz.** Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Dieser kann, durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise beraten, an jeden Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Geschäftsführung, von der Geschäftsführung vorgenommen und jeglichen betroffenen Personen mitgeteilt.

**Art. 5. Gesellschaftskapital.** Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), eingeteilt in fünfhundert (500) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-).

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise erhöht oder verringert werden und die Gesellschaft kann seine anderen Gesellschaftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückkaufen.

Verfügbare Anteilsprämien können verteilt werden.

**Art. 6. Übertragung der Anteile.** Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung von Anteilen auf Dritte der Einwilligung von Gesellschaftern, welche zusammen mindestens fünfundsiebzig Prozent des Gesellschaftskapitals halten.

**Art. 7. Geschäftsführung.** Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer die keine Gesellschafter sein müssen.

Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung ist mit den weitestreichenden Befugnissen ausgestattet, das Geschäft der Gesellschaft zu verwalten und ist dazu befugt, jede Handlungen und Tätigkeiten, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft im Einklang stehen, zu genehmigen und/oder auszuführen. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers beziehungsweise der Geschäftsführung.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung die weitestreichenden Befugnisse um in allen Umständen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Umständen, jeden Akt und jede Handlung, welche nicht durch die vorliegende Satzung oder durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung im Kompetenzbereich der Gesellschafterversammlung liegt, im Auftrag der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gutzuheißen.

Die Geschäftsführer werden durch mehrheitlichen Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter gewählt und abberufen, welche ihre Befugnisse und die Amtsdauer beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt. Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung zu jeder Zeit mit oder ohne Grund (ad nutum) widerrufen werden.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführung. Jeder Geschäftsführer kann an jeder Sitzung der Geschäftsführung teilnehmen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln insofern gewährleistet ist, dass alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich hören und miteinander kommunizieren können. Eine Sitzung kann jederzeit mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten werden. Die Teilnahme oder das Abhalten einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel entspricht einer persönlichen Teilnahme an der betroffenen Sitzung. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer, der hierzu bevollmächtigt ist, vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Beginn einer Sitzung der Geschäftsführung mittels schriftlicher Einberufung, zu benachrichtigen, außer in Notfällen, in welchem Fall die Art und die Gründe dieser Umstände in der Einberufung erläutert werden müssen. Auf das Recht auf die oben beschriebene Weise einberufen zu werden kann jeder Geschäftsführer durch schriftliche Zustimmung per Telegramm, Telekopie, Email, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel verzichten. Spezifische Einberufungen sind nicht notwendig für Sitzungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden.

Entscheidungen der Geschäftsführung werden durch die Mehrheit der Geschäftsführer der Gesellschaft gefasst.

Schriftliche Beschlüsse der Geschäftsführung können, aus einem einzigen oder mehreren einzelnen Dokumenten, gültig abgeschlossen werden, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsführung schriftlich, per Telegramm, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel genehmigt wurden. Die verschiedenen Dokumente gleichen Inhalts bilden zusammen einen gültigen schriftlichen Beschluss. Beschlüsse der Geschäftsführung, einschließlich schriftliche Beschlüsse, können von einem einzelnen Geschäftsführer beweiskräftig beglaubigt und ein Auszug davon beweiskräftig unterschrieben werden.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers im Falle eines alleinigen Geschäftsführers und durch die Unterschrift eines einzelnen Geschäftsführers im Falle einer Geschäftsführung gebunden. Die Gesellschaft ist in jedem Fall wirksam durch die Unterschrift einer oder mehrerer hierzu durch den alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise durch die Geschäftsführung oder einer der Geschäftsführer, bevollmächtigten Personen, gebunden.

**Art. 8. Haftung der Geschäftsführung.** Die Geschäftsführer sind für Verschuldung der Gesellschaft nicht persönlich haftbar. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie jedoch für die Ausführung ihrer Aufgaben und Pflichten verantwortlich.

Vorbehaltlich den unten aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen, wird jede Person, die ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft ist oder war, von der Gesellschaft in vollem, gesetzlich erlaubten, Umfang gegen Verbindlichkeiten und gegen alle Ausgaben, welche üblicherweise entstanden sind oder von ihm gezahlt wurden in Verbindung mit Klagen, Prozessen oder Verfahren in die er als Partei oder anderweitig eintritt aufgrund dessen, dass er ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter ist oder gewesen ist und die diesbezüglich gezahlten Beträge oder von durch deren Beilegung entstandenen Beträge, schadlos gehalten werden.

Die Begriffe „Klage“, „Streitsache“, „Prozess“ oder „Verfahren“ finden auf alle anhängigen oder bevorstehenden Klagen, Streitsachen, Prozesse oder Verfahren Anwendung (zivilrechtlich, strafrechtlich oder sonstige, einschließlich Rechtsmittel) Anwendung und die Begriffe „Verbindlichkeit“ und „Ausgaben“ beinhalten ohne Beschränkung Anwaltskosten, Prozesskosten, Sicherheitsleistungen, gezahlte Beträge bei Streitbeilegung und andere Verbindlichkeiten.

Einem Geschäftsführer oder leitendem Angestellten wird keine Schadloshaltung gewährt:

(i) gegen Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft oder ihrer Gesellschafter, aufgrund von vorsätzlich begangenen unerlaubten Handlungen, Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder rücksichtsloser Missachtung der Aufgaben, die in seiner Amtsführung enthalten sind;

(ii) im Zusammenhang mit jeglichen Verfahren bei welchen er wegen bösgläubigem und nicht im Interesse der Gesellschaft erfolgtem Handeln, verurteilt wurde;

(iii) im Falle einer Beilegung, es sei denn die Beilegung ist von einem Gericht unter zuständiger Gerichtsbarkeit oder von der Geschäftsführung genehmigt worden.

Das Recht der Schadloshaltung, das hier vorgesehen ist, ist abtrennbar und berührt keine anderen Rechte auf die das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellte jetzt oder später ein Anrecht hat, und soll fortgeführt werden in der Person, die aufgehört hat, ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter zu sein und soll dem Vorteil der Erben, Testamentsvollstreckern und Verwaltern einer solchen Person dienen. Nichts hierin Enthaltene berührt die Rechte zur Schadloshaltung, auf die Gesellschaftspersonal, eingeschlossen Geschäftsführer und leitende Angestellte, aufgrund von Vertrag oder anderweitig durch Gesetz, Anspruch haben könnten.

Ausgaben in Verbindung mit Vorbereitung und Vertretung der Verteidigung einer Klage, Streitsache, Prozess oder Verfahren beschrieben in diesem Artikel, soll von der Gesellschaft vor der endgültigen Verfügung darüber bei Zugang jeglicher Unternehmung seitens oder im Namen eines leitenden Angestellten oder Geschäftsführers vorgestreckt werden, um den benannten Betrag zurückzuzahlen wenn es letztlich bestimmt ist, dass er keinen Anspruch auf Schadloshaltung unter diesem Artikel hat.

**Art. 9. Stimmrechte der Gesellschafter.** Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Gesellschaftsanteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

**Art. 10. Gesellschafterversammlungen.** Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgeschriebenen Form und mit der darin vorgesehenen Mehrheit, schriftlich (soweit dies gesetzlich möglich ist) oder in Gesellschafterversammlungen, gefasst. Jede ordnungsgemäß konstituierte Gesellschafterversammlung der Gesellschaft beziehungsweise jeder ordnungsgemäß schriftlicher Beschluss vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft.

Die Einberufung der Versammlungen durch den Geschäftsführer/die Geschäftsführung hat mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung mittels eingeschriebenen Briefes an die Gesellschafter an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse, zu erfolgen. Wenn das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Werden Beschlüsse im Wege eines Zirkularbeschlusses der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt des Beschlusses mindestens acht (8) Tage bevor der Beschluss wirksam werden soll, an alle Gesellschafter an ihre im Anteilsregister eingeschriebene Adresse mittels eingeschriebenen Brief übersandt. Die Beschlüsse werden wirksam bei Zustimmung der vom Gesetz vorgesehenen Mehrheiten für gemeinsame Entscheidungen (oder, unter der Voraussetzung der Befriedigung der Mehrheitsvoraussetzungen, am in dieser Entscheidung festgelegten Tag). Einstimmige Zirkularbeschlüsse können jederzeit ohne vorherige Ankündigung getroffen werden.

Soweit gesetzlich nichts anderes vorgesehen ist, (i) werden die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Geschäftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung geladen und die Beschlüsse werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Anzahl der vertretenen Geschäftsanteile. (ii) Die Satzung kann jedoch nur mit Zustimmung (x) der Mehrheit der Gesellschafter, welche (y) zwei Drittel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden und (iii) Entscheidungen, die Nationalität der Gesellschaft zu ändern, bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, die einhundert Prozent (100%) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Zu keiner Zeit soll die Gesellschaft mehr als dreißig (30) Gesellschafter haben. Zu keiner Zeit soll es einer natürlichen Person gestattet sein, ein Gesellschafter der Gesellschaft zu werden.

**Art. 11. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember eines jeden Jahres. Das erste Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung der Gesellschaft beginnt, wird am 31. Dezember 2013 enden.

**Art. 12. Jahresabschluss.** Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung erstellt jedes Jahr die Jahresabrechnung der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann die Jahresabrechnung am Sitz der Gesellschaft einsehen.

**Art. 13. Gewinnverwendung.** Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

Die Gesellschafter können auf der Grundlage eines von dem alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise der Geschäftsführung angefertigten Zwischenabschlusses die Ausschüttung von Abschlagsdividenden beschließen, sofern dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf.

Der Saldo kann nach Entscheidung der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Das Anteilsprämienkonto kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf die gesetzliche Rücklage zu übertragen.

**Art. 14. Auflösung.** Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft ernennen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Befugnisse und Vergütung.

**Art. 15. Alleingesellschafter.** Sofern nur ein Gesellschafter alle Geschäftsanteile der Gesellschaft hält, gilt Artikel 179 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und die Artikel 200-1 und 200-2 finden u.a. Anwendung.

**Art. 16. Anwendbares Recht.** Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des anwendbaren Gesetzes.

#### *Zeichnung und Zahlung*

Nach dem die erschienene Partei die Gründungssatzung erstellt hat, hat sie das gesamte Gesellschaftskapital wie folgt eingezahlt und gezeichnet:

Einzahler	Zahl der Geschäftsanteile	Einzahlungspreis (EUR)
BRE/Europe 6Q S.à r.l. ....	500	EUR 12.500,-
Total .....	500	EUR 12.500,-

Ein Beleg für die vollständige Einzahlung der Geschäftsanteile wurde dem unterzeichneten Notar vorgelegt.

#### *Kosten*

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Gesellschaftsgründung entstehen, werden ungefähr EUR 1.200,- betragen.

#### *Ausserordentliche Beschlüsse des Gesellschafters*

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft hat der alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

1. Sitz der Gesellschaft ist in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg.

2. Die folgende Person wird für einen unbeschränkten Zeitraum zum Geschäftsführer der Gesellschaft mit der in der Satzung der Gesellschaft beschriebenen Unterschriftsbefugnis ernannt:

- BRE/Management 6 S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg und eingetragen im luxemburgischen Handelsregister unter der Nummer B 164.777.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der oben erschienenen Partei, die vorliegende Urkunde in English abgefasst wird, gefolgt von einer deutschen Übersetzung.

Auf Ersuchen derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die erschienene Partei die dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt, hat dieselbe zusammen mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: J. ZEAITER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 6 février 2013. Relation: LAC/2013/5670. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 15. Februar 2013.

Référence de publication: 2013023946/409.

(130029239) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2013.

**Nice Trademark S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 153.054.

Les comptes annuels pour la période du 7 mai 2010 (date de constitution) au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 25 février 2013.

Référence de publication: 2013028612/11.

(130034578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

**Rhode Island (Holdings) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 10.843.

Le bilan de la société au 31 mars 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2013028681/12.

(130034330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

**JuPed, Société Civile.**

Siège social: L-6118 Junglinster, 10, rue de Godbrange.  
R.C.S. Luxembourg E 5.010.

## STATUTEN

Im Jahre zwei tausenddreizehn, den fünfzehnten Februar.

## DIE UNTERZEICHNETEN:

1.- Dr Frank BÜSSER, Kinderarzt, geboren zu Petange, am 1. Februar 1974, wohnhaft in L-6170 Godbrange, 19, rue des Champs, und

2.- Dr. Alexander Manuel DO PACO QUESADO, Kinderarzt, geboren in Mainz (D), am 11. April 1974, wohnhaft in D-54295 Trier, Franz Buss Strasse 42 (D)

Welche Komparenten die Satzung einer Gesellschaft zivilrechtlicher Natur, welche sie hiermit gründen, wie folgt beurkunden:

**Art. 1.** Es besteht eine Gesellschaft zivilrechtlicher Natur, welche dem Gesetz von 1915 über die Zivil- und Handelsgesellschaften und den Bestimmungen der Artikel 1832 und Folgenden des Zivilgesetzbuches unterworfen ist.

**Art. 2.** Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb, der Verkauf, die Errichtung, Renovierung und die Verwaltung von Immobilien unter Ausschluss jeglicher gewerblicher Tätigkeit.

Im Rahmen ihrer Tätigkeit kann die Gesellschaft in Hypothekeneintragungen einwilligen, Darlehen aufnehmen, mit oder ohne Garantie, und für andere Personen oder Gesellschaften Bürgschaften leisten, unter Vorbehalt der diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.

**Art. 3.** Die Bezeichnung der Zivilgesellschaft lautet "JuPed".

**Art. 4.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich der Gemeinde Junglinster.

Er kann durch Beschluss der Generalversammlung in jeden anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

**Art. 5.** Die Gesellschaft wird auf unbegrenzte Dauer gegründet.

Sie kann durch Entscheidung der Mehrheit der Gesellschafter, welche drei Viertel des Kapitals vertreten, aufgelöst werden.

**Art. 6.** Das Gesellschaftskapital beträgt eintausend Euro (1.000,- EUR), eingeteilt in ein hundert (100) Anteile von je zehn Euro (10,- EUR).

Die Anteile werden wie folgt zugeteilt:

1.- Dr Frank BUSSE, fünfzig Anteile . . . . .	50
2.- Dr. Alexander Manuel DO PACO QUESADO, fünfzig Anteile . . . . .	50
Total ein hundert Anteile, . . . . .	100

Das Einbringen der Gesellschafter kann nur durch deren einheitlichen Beschluss erhöht werden. Die Gesamtheit des Einbringens muss auf Anfrage der Gesellschafter gezeichnet werden. Die Zinsen laufen ab dem Tage der Aufforderung zur Einzahlung.

**Art. 7.** Die Gesellschaftsanteile sind frei unter Gesellschaftern übertragbar. Sie können nur mit dem Einverständnis aller übrigen Gesellschafter, sei es unter Lebenden oder beim Tode eines Gesellschafter, an Dritte übertragen werden.

Wünscht ein Gesellschafter seine Anteile an eine Drittperson zu übertragen, so verfügen die übrigen Gesellschafter über ein Vorkaufsrecht zu einem Preis der jährlich einstimmig durch die Generalversammlung festgelegt wird. Jeder Gesellschafter verfügt über dieses Vorkaufsrecht im Verhältnis zu seinem Kapitalanteil. Beim Verzicht eines Gesellschafter auf dieses Vorkaufsrecht, wird dessen Anteil den übrigen Gesellschaftern im Verhältnis zu ihrem Anteil vom restlichen Kapital zukommen.

**Art. 8.** Der Tod oder die Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschafter zieht nicht die Auflösung der Gesellschaft nach sich. Sollten die übrigen Gesellschafter ihr Vorkaufsrecht nicht voll ausüben, so besteht die Gesellschaft weiter zwischen den übrigen Gesellschaftern und den Erben des verstorbenen Gesellschafter. Jedoch müssen Letztere innerhalb von 4 Monaten vom Tode an, eine Person benennen, welche sie gegenüber der Gesellschaft vertritt.

**Art. 9.** Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer vertreten, deren Befugnisse durch die Generalversammlung festgelegt werden.

**Art. 10.** Die jährliche Bilanz muss von den Gesellschaftern gutgeheissen werden, welche auch über die Verwendung des Gewinns beschließen.

Die Verteilung des Gewinns geschieht entsprechend den Anteilen der Gesellschafter am Kapital.

**Art. 11.** Die Gesellschafter sind Dritten gegenüber gemäß Artikel 1862, 1863 und 1864 des Zivilgesetzbuches verpflichtet. Etwaige Verluste und Verpflichtungen der Gesellschaft werden von den Gesellschaftern gemäß den von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile getragen.

**Art. 12.** Die Generalversammlung der Gesellschafter kommt auf Einberufung eines Gesellschafter sofort zusammen wie das Interesse der Gesellschafter es verlangt.

Eine ordentliche Generalversammlung findet rechtens statt am Gesellschaftssitz am dritten Freitag im Monats März um 11.30 Uhr, um über

die Bilanz und das Resultat des verflossenen Jahres und den Übertragungswert der Anteile gemäß Artikel 7 der Satzung zu befinden.

Die Einberufungsschreiben müssen die Tagesordnung angeben.

Die Generalversammlung beschließt mit einfacher Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Gesellschafter.

Jedoch bedürfen Satzungsänderungen der drei Viertel Mehrheit aller Stimmen aller Gesellschafter.

**Art. 13.** Bei Gesellschaftsauflösung wird die Liquidation durch die Gesellschafter vorgenommen, es sei denn, dass die Generalversammlung anders beschließt.

#### *Übergangsbestimmung*

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2013.

#### *Ausserordentliche Generalversammlung*

Anschliessend haben sich die Komparenten zu einer außerordentlichen Generalversammlung eingefunden, zu der sie sich als ordentlich einberufen erklären, und folgende Beschlüsse gefasst:

1.- Die Anzahl der Geschäftsführer wird auf zwei (2) festgesetzt.

2.- Zu Geschäftsführern werden ernannt:

1.- Dr Frank BÜSSER, Kinderarzt, geboren zu Petange, am 01. Februar 1974, wohnhaft in L-6170 Godbrange, 19, rue des Champs, und

2.- Dr. Alexander Manuel DO PACO QUESADO, Kinderarzt, geboren in Mainz (D), am 11. April 1974, wohnhaft in D-54295 Trier, Franz Buss Strasse 42 (D).

3.- Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtskräftig durch die gemeinsame Unterschrift der beiden Geschäftsführer vertreten.

4.- Der Gesellschaftssitz befindet sich L-6118 Junglinster, 10, rue de Godbrange.  
 Junglinster, den 15. Februar 2013. Dr Frank BÜSSER / Dr. Alexander Manuel DO PACO QUESADO.  
 Référence de publication: 2013024111/85.  
 (130029081) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2013.

---

**Phenix Participations SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 69.250.

—  
 EXTRAIT

Il résulte d'un procès-verbal d'une assemblée générale ordinaire tenue en date du 31 juillet 2012 que:  
 Monsieur Christophe KRONWITTER, né le 1.07.1959 à Günzburg (Allemagne), demeurant à CH-6926 Montagnola,  
 18, Via Nagra est nommé liquidateur en remplacement de M. Jean-Nicolas Weber

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2013028648/12.

(130034396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

---

**Piranha et Petits Poissons Rouges S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8049 Strassen, 2, rue Marie Curie.

R.C.S. Luxembourg B 109.272.

—  
 Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
 Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

Jocelyn Van den Ende

Référence de publication: 2013028651/11.

(130035068) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

---

**Kerta S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 13.000,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 169.561.

—  
 In the year two thousand and twelve, on the twenty-fourth day of December,  
 before us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,  
 was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders (the Shareholders) of Kerta S.à r.l., a  
 private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg, having its  
 registered office at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Lu-  
 xembourg Register of Commerce and Companies (R.C.S. Luxembourg) under number B 169.561 and having a share  
 capital in an amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) (the Company). The Company was incorporated  
 on June 13, 2012 pursuant to a deed of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of  
 Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on July 16, 2012 under number 1782.  
 The articles of association of the Company have been amended for the last time following a deed of the undersigned  
 notary of 21 December 2012, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The Meeting was chaired by Mister Erwin VANDE CRUYS, employee, with professional address in L-1750 Luxembourg,  
 74, avenue Victor Hugo (the Chairman), who appointed Mrs Irena COLAMONICO, employee, with the same professional  
 address, as secretary of the Meeting (the Secretary).

The Meeting appointed Mister Raymond THILL, employee, with the same professional address, as scrutineer of the  
 Meeting (the Scrutineer). The Chairman, the Secretary and the Scrutineer constituted the Bureau of the Meeting.

The Shareholders present and/or represented at the Meeting and the number of shares they held are indicated on an  
 attendance list signed by the proxyholder(s) of the Shareholders represented at the Meeting, the members of the Bureau  
 and the notary, which will remain attached to the present deed.

The proxies from the Shareholders represented at the present Meeting signed ne varietur by all appearing parties will  
 also remain attached to the present deed to be registered with it.

The Bureau having thus been validly constituted, the Chairman declared and requested the notary to record that:

I. It appears from an attendance list established and executed by the members of the Bureau that one million two hundred and fifty thousand (1.250.000) shares, having a par value of one Euro cent (EUR 0.01) each, representing the entirety of the voting share capital of the Company in the amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), were duly present and/or represented at the Meeting which was consequently regularly constituted and could validly deliberate upon all the items on the agenda.

II. The agenda of the Meeting was the following:

1. Waiver of convening notices.

2. Increase of the share capital of the Company by the amount of five hundred Euro (EUR 500.-) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), represented by one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) shares having a par value of one Euro cent (EUR 0.01) each to thirteen thousand Euro (EUR 13,000.-), through the issuance of fifty thousand (50,000) new shares of the Company having a par value of one Euro cent (EUR 0.01) each, such shares having the same rights and obligations as the existing shares.

3. Subscriptions to and payment of the increase of the share capital as described in item 2. above by a contribution in kind.

4. Subsequent amendment to article six (6) of the articles of association of the Company (the Articles) in order to reflect the increase of the share capital as described in item 2. above.

5. Amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company or any employee of Orangefield Trust (Luxembourg) S.A. (each an Authorized Representative), each individually, to proceed in the name and on behalf of the Company with the registration of the newly issued shares in the register of shareholders of the Company.

6. Miscellaneous.

III. The Shareholders unanimously took the following resolutions:

#### *First Resolution*

The entirety of the corporate share capital being represented at the present Meeting, the Meeting waives the convening notices, the Shareholders represented considering themselves as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

#### *Second Resolution*

The Shareholders resolved to increase the share capital of the Company by the amount of five hundred Euro (EUR 500.-) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), represented by one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) shares having a par value of one Euro cent (EUR 0.01) each to thirteen thousand Euro (EUR 13,000.-), through the issuance of fifty thousand (50,000) new shares of the Company having a par value of one Euro cent (EUR 0.01) each, such shares having the same rights and obligations as the existing shares.

#### *Third Resolution*

The Shareholders resolved to accept and to record the following subscriptions to and full payment of the share capital increase as follows:

#### *Subscriptions – Payments*

1) Terranum Business Investments S.A., a Panamanian company, with headquarters at Plaza 2000, 16<sup>th</sup> Floor, 50<sup>th</sup> Street, Panama, Republic of Panama (the Contributor 1), represented at the Meeting under a proxy attached to the present deed and signed *ne varietur* by the proxyholder of the Contributor 1 and by the notary, declared that it subscribes for twenty-eight thousand seven hundred seventeen (28,717) new shares of the Company and fully pays up such shares by a contribution in kind consisting of all shares (the Shares 1) it holds in the share capital of Terranum Corporativo S.A.S., a Colombian simplified stock corporation with registered office at Carrera 9 No. 99 – 02 of. 802, Bogotá, Colombia, with Colombian tax identification number 900.176.905-5 (the Subsidiary), such Shares 1 having an aggregate book value in the amount of one hundred eighteen billion one hundred twenty-one million two hundred twenty-one thousand seven hundred and four point seven one two Colombian Peso (COP 118,121,221,704.712) being the equivalent of forty-nine million nine hundred fifty-nine thousand nine hundred thirteen Euro and zero eight five cents (EUR 49,959,913.085) and representing approximately fifty-seven point four three four three nine zero per cent (57.434390%) of the share capital of the Subsidiary.

The contribution in kind shall be allocated as follows:

- the amount of two hundred eighty-seven Euro and seventeen cents (EUR 287.17) to the nominal share capital account of the Company; and

- the surplus in the amount of forty-nine million nine hundred fifty-nine thousand six hundred twenty-five Euro and nine one five cents (EUR 49,959,625.915) to the share premium reserve account of the Company.

2) Emerald Tamborine, LLC, a limited liability company incorporated under the laws of the State of Delaware, U.S.A., with headquarters at Two North Riverside Plaza, Suite 1500, Chicago, IL 60606 (the Contributor 2), represented at the Meeting under a proxy attached to the present deed and signed *ne varietur* by the proxyholder of the Contributor 2 and by the notary, declared that it subscribes for seventeen thousand one hundred eleven (17,111) new shares of the Company and fully pays up such shares by a contribution in kind consisting of all the shares (the Shares 2) it holds in the share capital of the Subsidiary, such Shares 2 having an aggregate book value in the amount of seventy billion three hundred eighty million seven hundred forty-nine thousand five hundred and nine point nine four six Colombian Peso (COP 70,380,749,509.946) being the equivalent of twenty-nine million seven hundred sixty-seven thousand eight hundred sixty-one Euro and one six five cents (EUR 29,767,861.165) and representing approximately thirty-four point two two one four one zero (34.221410%) of the share capital of the Subsidiary.

The contribution in kind shall be allocated as follows:

- the amount of one hundred seventy-one Euro and eleven cents (EUR 171.11) to the nominal share capital account of the Company; and
- the surplus in the amount of twenty-nine million seven hundred sixty-seven thousand six hundred ninety Euro and zero five five cents (EUR 29,767,690.055) to the share premium reserve account of the Company.

3) Colombian Development Investments Limited, a company incorporated in the Cayman Islands with registered office at 3<sup>rd</sup> Floor, Harbour Centre, P.O. Box 61, Grand Cayman, KY1-1102 Cayman Islands (the Contributor 3), represented at the Meeting under a proxy attached to the present deed and signed *ne varietur* by the proxyholder of the Contributor 3 and by the notary, declared that it subscribes for three thousand sixty (3,060) new shares of the Company and fully pays up such shares by a contribution in kind consisting of all the shares (the Shares 3) it holds in the share capital of the Subsidiary, such Shares 3 having an aggregate book value in the amount of twelve billion five hundred eighty-six million five hundred eighty-seven thousand eight hundred and fifty-eight point one zero two Colombian Peso (COP 12,586,587,858.102) being the equivalent of five million three hundred twenty-three thousand five hundred fifty-five Euro and one two seven cents (EUR 5,323,555.127) and representing approximately six point one two zero zero one zero per cent (6.120010%) of the share capital of the Subsidiary.

The contribution in kind shall be allocated as follows:

- the amount of thirty Euro and sixty cents (EUR 30.60) to the nominal share capital account of the Company; and
- the surplus in the amount of five million three hundred twenty-three thousand five hundred twenty-four Euro and five two seven cents (EUR 5,323,524.527) to the share premium reserve account of the Company.

4) CREL Investments Limited, a British Virgin Islands corporation whose address is Craigmuir Chambers, P.O. Box 71, Road Town, Tortola, British Virgin Islands (the Contributor 4 and together with the Contributor 1, the Contributor 2 and the Contributor 3, the Contributors), represented at the Meeting under a proxy attached to the present deed and signed *ne varietur* by the proxyholder of the Contributor 4 and by the notary, declared that it subscribes for one thousand one hundred twelve (1,112) new shares of the Company and fully pays up such shares by a contribution in kind consisting of all the three million one hundred forty-five thousand four hundred fifty-seven (3,145,457) shares (the Shares 4 and together with the Shares 1, the Shares 2 and the Shares 3, the Shares) it holds in the share capital of the Subsidiary, such Shares 4 having an aggregate book value in the amount of four billion five hundred seventy-four million three hundred thirty-four thousand five hundred eighty point eight five nine Colombian Peso (COP 4,574,334,580.859) being the equivalent of one million nine hundred thirty-four thousand seven hundred thirty-five Euro and eight one four cents (EUR 1,934,735.814) and representing approximately two point two two four one nine zero per cent (2.224190%) of the share capital of the Subsidiary.

The contribution in kind shall be allocated as follows:

- the amount of eleven Euro and twelve cents (EUR 11.12) to the nominal share capital account of the Company; and
- the surplus in the amount of one million nine hundred thirty-four thousand seven hundred twenty-four (EUR 1,934,724.694) to the share premium reserve account of the Company.

The valuation of the contribution in kind of the Shares is evidenced by *inter alia* (i) the attached interim balance sheet of the Subsidiary as at November 30, 2012 signed by the management of the Subsidiary (the Interim Balance Sheet) and (ii) a certificate issued on the date hereof by the managements of the Contributors and acknowledged and approved by the management of the Company.

It results from said certificate that, as of the date of such certificate:

- the Interim Balance Sheet shows a participation of the Contributors in the Subsidiary in the amount of two hundred five billion six hundred sixty-two million eight hundred ninety-three thousand six hundred fifty-three point six two zero Colombian Peso (COP 205,662,893,653.620) being the equivalent of at least eighty-six million nine hundred eighty-six thousand sixty-five Euro and one nine two cents (EUR 86,986,065.192);
- the Contributors are the legal and beneficial owner of the Shares representing one hundred per cent (100%) of the share capital of the Subsidiary;
- the Shares are fully paid-up;
- the Contributors are solely entitled to the Shares and possess the power to dispose of the Shares;

- based on generally accepted accounting principles, the book value of the Shares contributed to the Company amounts, as per the Interim Balance Sheet, to two hundred five billion six hundred sixty-two million eight hundred ninety-three thousand six hundred fifty-three point six two zero Colombian Peso (COP 205,662,893,653.620) being the equivalent of at least eighty-six million nine hundred eighty-six thousand sixty-five Euro and one nine two cents (EUR 86,986,065.192), no material changes having occurred since the date of the Interim Balance Sheet which would have depreciated the contribution made to the Company;

- according to the applicable law and the articles of association of the Subsidiary, the Shares contributed to the Company are freely transferable by the Contributors to the Company;

- none of the Shares being encumbered with any pledge or usufruct, there exists no right to acquire any pledge or usufruct on the Shares and none of the Shares are subject to any attachment;

- there exist no pre-emption rights nor any other rights by virtue of which any person may be entitled to demand that one or more of the Shares be transferred to him; and

- all formalities required in Colombia to transfer the legal and beneficial ownership of the Shares to the Company have been or will be accomplished by the Contributors immediately upon receipt of a certified copy of the notarial deed documenting the contribution of the Shares by the Contributors to the Company.

Such certificate and a copy of the Interim Balance Sheet signed *ne varietur* by the proxyholders of the Contributors and the notary, will remain attached to the present deed to be registered with it.

#### *Fourth Resolution*

As a consequence of the foregoing resolutions, the Shareholders resolved to amend the first (1<sup>st</sup>) paragraph of article six (6) of the Articles in order to reflect the above changes and which shall henceforth read as follows:

“ **Art. 6. Capital.** The subscribed share capital of the Company is set at thirteen thousand Euro (EUR 13,000.-), represented by one million three hundred thousand (1,300,000) Shares having a par value of one Euro cent (EUR 0.01) each.”

#### *Fifth Resolution*

The Shareholders resolved to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes and empowered and authorized any Authorized Representative, each individually, to proceed in the name and on behalf of the Company with the registration of the newly issued shares in the register of shareholders of the Company.

#### *Estimate of costs*

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately seven thousand euro (EUR 7.000.-).

The notary who understands and speaks English, declared that at the request of the Shareholders, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of said parties, and in case of discrepancy between the English and the French versions, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this deed.

This deed having been read to the proxyholders of the Shareholders, who are known to the undersigned notary by their surnames, first names, civil status and residences, said proxyholders, together with the notary, signed the present deed.

#### **Suit la traduction en français du texte qui précède:**

L'an deux mille douze, le vingt-quatrième jour de décembre,

par-devant nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés (les Associés) de Kerta S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (R.C.S. Luxembourg) sous le numéro B 169.561 et dont le capital social s'élève à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) (la Société). La Société a été constituée le 13 juin 2012 suivant un acte de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1782 du 16 juillet 2012. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte du notaire soussigné du 21 décembre 2012, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Assemblée a été présidée par Monsieur Erwin VANDE CRUYS, employé, ayant son adresse professionnelle à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo (le Président), qui a nommé Madame Irena COLAMONICO, employée, ayant la même adresse professionnelle, en tant que secrétaire de l'Assemblée (le Secrétaire).

L'Assemblée a nommé Monsieur Raymond THILL, employé, ayant la même adresse professionnelle, en tant que scrutateur de l'Assemblée (le Scrutateur). Le Président, le Secrétaire et le Scrutateur ont constitué le Bureau de l'Assemblée.

Les Associés présents et/ou représentés à l'Assemblée et le nombre de parts sociales qu'ils détenaient sont indiqués sur une liste de présence signée par le(s) mandataire(s) des Associés représentés à l'Assemblée, les membres du Bureau et le notaire, qui restera annexée au présent acte.

Les procurations des Associés représentés à la présente Assemblée signées ne varietur par toutes les personnes comparantes resteront également annexées au présent acte pour être enregistrées avec lui.

Le Bureau ayant été ainsi valablement constitué, le Président a déclaré et a requis le notaire d'acter que:

I. Il ressort d'une liste de présence établie et signée par les membres du Bureau qu'un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, représentant l'intégralité du capital social votant de la Société d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) étaient dûment présentes et/ou représentées à l'Assemblée qui était par conséquent régulièrement constituée et pouvait valablement délibérer sur tous les points à l'ordre du jour.

II. L'ordre du jour de l'Assemblée était le suivant:

1. Renonciation aux formalités de convocation.

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de cinq cents euros (EUR 500,-) en vue de porter le capital social de la Société de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune à treize mille euros (EUR 13.000,-), par l'émission de cinquante mille (50.000) nouvelles parts sociales de la Société ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, ces parts sociales ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

3. Souscriptions à et libération de l'augmentation du capital social telle que décrite au point 2. ci-dessus par un apport en nature.

4. Modification subséquente de l'article six (6) des statuts de la Société (les Statuts) afin de refléter l'augmentation du capital social telle que décrite au point 2. ci-dessus.

5. Modification du registre des associés de la Société afin de refléter les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société ou à tout employé de Orangefield Trust (Luxembourg) S.A. (chacun un Représentant Autorisé), chacun individuellement, de procéder, au nom et pour le compte de la Société, à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société.

6. Divers.

III. Les Associés ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

#### *Première Résolution*

L'intégralité du capital social étant représenté à la présente Assemblée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, les Associés représentés se considérant comme dûment convoqués et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

#### *Deuxième Résolution*

Les Associés ont décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de cinq cents euros (EUR 500,-) en vue de porter le capital social de la Société de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) à treize mille euros (EUR 13.000,-), par l'émission de cinquante mille (50.000) nouvelles parts sociales de la Société ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, ces parts sociales ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

#### *Troisième Résolution*

Les Associés ont décidé d'accepter et d'enregistrer les souscriptions suivantes et la libération intégrale de l'augmentation du capital social comme suit:

#### *Souscriptions – Libération*

1) Terranum Business Investments S.A., une société panaméenne, ayant son siège social à Plaza 2000, 16<sup>th</sup> Floor, 50<sup>th</sup> Street, Panama, République du Panama (l'Apporteur 1), représentée lors de l'Assemblée en vertu d'une procuration annexée au présent acte et signée ne varietur par le mandataire de l'Apporteur 1 ainsi que par le notaire, a déclaré souscrire à vingt-huit mille sept cent dix-sept (28.717) nouvelles parts sociales de la Société et libérer intégralement ces parts sociales par un apport en nature qui consiste en toutes les parts sociales (les Parts Sociales 1) qu'elle détient dans le capital social de Terranum Corporativo S.A.S., une société par actions simplifiée colombienne, ayant son siège social à Carrera 9 No. 99 – 02 of. 802, Bogota, Colombie, dont le numéro d'identification fiscale colombien est le 900.176.905-5 (la Filiale), ces Parts Sociales 1 ayant une valeur comptable totale d'un montant de cent dix-huit milliards cent vingt-et-un millions deux cent vingt et un mille sept cent quatre virgule sept un un deux Pesos Colombiens (COP 118.121.221.704,712), étant l'équivalent de quarante-neuf millions neuf cent cinquante-neuf mille neuf cent treize euros et zéro huit cinq cents (EUR 49.959.913,085) et représentant approximativement cinquante-sept virgule quatre trois quatre trois neuf zéro pour cent (57,434390%) du capital social de la Filiale.

L'apport en nature sera affecté comme suit:

- le montant de deux cent quatre-vingt-sept euros et dix-sept cents (EUR 287,17) au compte capital social nominal de la Société, et

- l'excédent d'un montant de quarante-neuf millions neuf cent cinquante-neuf mille six cent vingt-cinq euros et neuf un cent cents (EUR 49.959.625,915) au compte de réserve de prime d'émission de la Société.

2) Emerald Tamborine, LLC, une société à responsabilité limitée constituée selon les lois de l'Etat du Delaware, U.S.A., ayant son siège social à Two North Riverside Plaza, suite 1500, Chicagi, IL 60606 (l'Apporteur 2), représentée lors de l'Assemblée en vertu d'une procuration annexée au présent acte et signée ne varietur par le mandataire de l'Apporteur 2 ainsi que par le notaire, a déclaré souscrire à dix-sept mille cent onze (17.111) nouvelles parts sociales de la Société et libérer intégralement ces parts sociales par un apport en nature qui consiste en toutes les parts sociales (les Parts Sociales 2) qu'elle détient dans le capital social de la Filiale, ces Parts Sociales 2 ayant une valeur comptable totale d'un montant de soixante-dix milliards trois cent quatre-vingt millions sept cent quarante-neuf mille cinq cent neuf virgule neuf quatre six Pesos Colombiens (COP 70.380.749.509,946), étant l'équivalent de vingt-neuf millions sept cent soixante-sept mille huit cent soixante et un mille euros et un six cent cents (EUR 29.767.861,165) et représentant approximativement trente-quatre virgule deux deux un quatre un zéro pour cent (34,221410%) du capital social de la Filiale.

L'apport en nature sera affecté comme suit:

- le montant de cent soixante et onze mille euros et onze cents (EUR 171,11) au compte capital social nominal de la Société, et

- l'excédent d'un montant de vingt-neuf millions sept cent soixante-sept mille six cent quatre-vingt-dix virgule zéro cinq cent cents (EUR 29.767.690,055) au compte de réserve de prime d'émission de la Société.

3) Colombian Development Investments Limited, une entité constituée selon les lois des Îles Cayman, ayant son siège social à 3<sup>rd</sup> Floor, Harbour Center, P.O. Box 61, Grand Cayman, KY1-1102 Îles Cayman (l'Apporteur 3), représentée lors de l'Assemblée en vertu d'une procuration annexée au présent acte et signée ne varietur par le mandataire de l'Apporteur 3 ainsi que par le notaire, a déclaré souscrire à trois mille soixante (3.060) nouvelles parts sociales de la Société et libérer intégralement ces parts sociales par un apport en nature qui consiste en toutes les parts sociales (les Parts Sociales 3) qu'elle détient dans le capital social de la Filiale, ces Parts Sociales 3 ayant une valeur comptable totale d'un montant de douze milliards cinq cent quatre-vingt-six millions cinq cent quatre-vingt-sept mille huit cent cinquante-huit virgule un zéro deux Pesos Colombiens (COP 12.586.587.858,102), étant l'équivalent de cinq millions trois cent vingt-trois mille cinq cent cinquante-cinq euros et un deux sept cents (EUR 5.323.555,127) et représentant approximativement six virgule un deux zéro zéro un zéro pour cent (6,120010%) du capital social de la Filiale.

L'apport en nature sera affecté comme suit:

- le montant de trente euros et soixante cents (EUR 30,60) au compte capital social nominal de la Société, et

- l'excédent d'un montant de cinq millions trois cent vingt-trois mille cinq cent vingt-quatre euros et cinq deux sept cents (EUR 5.323.524,527) au compte de réserve de prime d'émission de la Société.

4) CREL Investments Limited, une société des Îles Vierges Britanniques dont l'adresse est à Craigmuir Chambers, P.O. Box 71, Road Town, Tortola, Îles Vierges Britanniques (l'Apporteur 4, et ensemble avec l'Apporteur 1, l'Apporteur 2 et l'Apporteur 3, les Apporteurs), représentée lors de l'Assemblée en vertu d'une procuration annexée au présent acte et signée ne varietur par le mandataire de l'Apporteur 4 ainsi que par le notaire, a déclaré souscrire à mille cent douze (1.112) nouvelles parts sociales de la Société et libérer intégralement ces parts sociales par un apport en nature qui consiste en toutes les trois millions cent quarante-cinq mille quatre cent cinquante-sept (3.145.457) parts sociales (les Parts Sociales 4 et ensemble avec les Parts Sociales 1, les Parts Sociales 2 et les Parts Sociales 3, les Parts Sociales) qu'elle détient dans le capital social de la Filiale, ces Parts Sociales 4 ayant une valeur comptable totale d'un montant de quatre milliards cinq cent soixante-quatorze millions trois cent trente-quatre mille cinq cent quatre-vingt virgule huit cinq neuf Pesos Colombiens (COP 4.574.334.580,859), étant l'équivalent d'un million neuf cent trente-quatre mille sept cent trente-cinq euros et huit un quatre cents (EUR 1.934.735,814) et représentant approximativement deux virgule deux deux quatre un neuf zéro pour cent (2,224190%) du capital social de la Filiale.

L'apport en nature sera affecté comme suit:

- le montant de onze euros et douze cents (EUR 11,12) au compte capital social nominal de la Société, et

- l'excédent d'un montant d'un million neuf cent trente-quatre mille sept cent vingt-quatre euros et six neuf quatre cents (EUR 1.934.724,694) au compte de réserve de prime d'émission de la Société.

L'évaluation de l'apport en nature des Parts Sociales est attestée inter alia par (i) les comptes intérimaires de la Filiale en date du 30 novembre 2012 signés par la gérance de la Filiale (les Comptes Intérimaires) et (ii) un certificat émis à la date des présentes par les gérances des Apporteurs et pris en considération et approuvé par la gérance de la Société.

Il résulte de ce certificat qu'à la date dudit certificat:

- les Comptes Intérimaires montrent une participation des Apporteurs dans la Filiale d'un montant de deux cent cinq milliards six cent soixante-deux millions huit cent quatre-vingt-treize mille six cent cinquante-trois virgule six deux zéro Pesos Colombiens (COP 205.662.893.653,620), étant l'équivalent de quatre-vingt-six millions neuf cent quatre-vingt-six mille soixante-cinq euros et un neuf deux cents (EUR 86.986.065,192);

- les Apporteurs sont les propriétaires légaux et les bénéficiaires économiques des Parts Sociales représentant cent pour cent (100 %) du capital social de la Filiale;
  - les Parts Sociales sont entièrement libérées;
  - les Apporteurs sont les seuls ayant-droits des Parts Sociales et seuls habilités à disposer des Parts Sociales;
  - sur base des principes comptables généralement acceptés, la valeur comptable des Parts Sociales apportées à la Société est, suivant les Comptes Intérimaires, de deux cent cinq milliards six cent soixante-deux millions huit cent quatre-vingt-treize mille six cent cinquante-trois virgule six deux zéro Pesos Colombiens (COP 205.662.893.653,620), étant l'équivalent de quatre-vingt-six millions neuf cent quatre-vingt-six mille soixante-cinq euros et un neuf deux cents (EUR 86.986.065,192) aucun changement conséquent n'étant intervenu qui aurait pu déprécier la valeur de l'apport fait à la Société depuis la date des Comptes Intérimaires;
  - conformément à la loi applicable et aux statuts de la Filiale, les Parts Sociales apportées à la Société sont librement cessibles par les Apporteurs à la Société;
  - aucune des Parts Sociales n'étant grevée de gage ou usufruit, il n'existe aucun droit à acquérir un quelconque gage ou usufruit sur les Parts Sociales et aucune des Parts Sociales n'est sujette à une quelconque saisie;
  - il n'existe aucun droit de préemption ni aucun autre droit en vertu duquel une quelconque personne ne puisse exiger que l'une ou plusieurs des Parts Sociales lui soi(en)t transférée(s); et
  - toutes les formalités requises en Colombie pour le transfert de la propriété juridique et économique des Parts Sociales à la Société ont été ou seront accomplies par les Apporteurs dès réception d'une copie certifiée conforme de l'acte notarié documentant l'Apport des Parts Sociales par les Apporteurs à la Société.
- Ledit certificat et une copie des Comptes Intérimaires signés ne varietur par les mandataires des Apporteurs et le notaire, resteront annexés au présent acte pour être enregistrés avec lui.

#### *Quatrième Résolution*

En conséquence des résolutions qui précèdent, les Associés ont décidé de modifier de premier (1<sup>er</sup>) paragraphe de l'article six (6) des Statuts afin de refléter les modifications ci-dessus, qui aura désormais la teneur suivante:

“ **Art. 6. Capital social.** Le capital social souscrit de la Société est fixé à treize mille euros (EUR 13.000,-), représenté par un million trois cent mille (1.300.000) Parts Sociales ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.”

#### *Cinquième Résolution*

Les Associés ont décidé de modifier le registre des associés de la Société afin de refléter les modifications ci-dessus et ont donné pouvoir et autorité à tout Représentant Autorisé, chacun individuellement, de procéder, au nom et pour le compte de la Société, à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société.

#### *Estimation des frais*

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte, sont estimés approximativement à sept mille euros (EUR 7.000.-).

Le notaire, qui comprend et parle l'anglais, a déclaré qu'à la requête des Associés, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de ces mêmes parties et en cas de divergence entre les versions anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux mandataires des Associés, connus du notaire soussigné par leurs noms, prénoms usuels, état civil et demeures, lesdits mandataires ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: E. Vande Cruys, I. Colamónico, R. Thill et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 31 décembre 2012. LAC/2012/63335. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signée): Irène Thill.

Pour expédition conforme, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 février 2013.

Référence de publication: 2013024116/355.

(130029199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2013.

---

#### **Meliora IP Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 155.707.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013028575/9.

(130035100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

---

**MDK S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6686 Merttert, 59C, route de Wasserbillig.

R.C.S. Luxembourg B 121.878.

---

Les comptes annuels au 31. Dezember 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013028588/9.

(130034512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

---

**M&M Immobilien S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 12, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 146.072.

---

Les comptes annuels au 31. Dezember 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013028570/9.

(130034506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

---

**S.Invest I S.A., Société Anonyme Soparfi,**

**(anc. S.Invest S.A., SPF).**

Siège social: L-9964 Huldange, 2, rue de Stavelot.

R.C.S. Luxembourg B 174.218.

---

L'an deux mille treize, le huit février.

Pardevant Nous Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'"Assemblée") de la société anonyme, qualifiée comme société de gestion de patrimoine familial, "S.INVEST S.A., SPF", établie et ayant son siège social à L-9964 Huldange, 2, rue de Stavelot, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 174218 (la "Société"), constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 20 décembre 2012, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'assemblée est présidée par Monsieur Erny Schmitz, commerçant, demeurant à L-9964 Huldange, 2, rue de Stavelot.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Monique Drauth, salariée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Justin Dostert, indépendant, demeurant à L-5969 Itzig, 93, rue de la Libération.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

A) Que la présente Assemblée a pour ordre du jour:

*Ordre du jour:*

1. Abandon, avec effet immédiat, du régime fiscal sur les sociétés anonymes régies par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF") et transformation de la Société en société de participation financière pleinement imposable ("SOPARFI");

2. Modification subséquente de l'objet social afin de donner à l'article 3 des statuts la teneur suivante:

« **Art. 3.** La Société pourra effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société peut s'intéresser par toutes voies de droit dans toutes affaires, entreprises ou sociétés, ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui serait de nature à favoriser le développement de son entreprise. Cette énumération est énonciative et non limitative et doit être interprétée dans son acception la plus large.

La Société peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement, à son objet social."

3. Changement de la dénomination sociale en "S.INVEST I S.A." et modification afférente de l'article 1<sup>er</sup> des statuts;

4. Modification des articles 5 et 19 des statuts,

5. Divers.

B) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les actionnaires, présents ou représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette Assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Assemblée décide:

- d'abandonner, avec effet immédiat, le régime fiscal sur les sociétés anonymes régies par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF");
- de transformer la Société en société de participation financière pleinement imposable ("SOPARFI"); et
- de modifier subséquemment l'objet social et d'adopter en conséquence pour l'article 3 des statuts la teneur comme ci-avant reproduite dans l'ordre du jour sous le point 2).

#### *Deuxième résolution*

L'Assemblée décide de changer la dénomination sociale en "S.INVEST I S.A." et de modifier en conséquence l'article 1<sup>er</sup> des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 1<sup>er</sup>** . Il existe une société anonyme sous la dénomination de "S.INVEST I S.A." (la "Société"), régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la "Loi"). "

#### *Troisième résolution*

L'Assemblée décide également de modifier les articles 5 et 19 des statuts, de sorte à ce que ces derniers se liront dorénavant comme suit:

« **Art. 5.** Le capital social est fixé à cent cinquante mille euros (150.000,-EUR), représenté par cent cinquante (150) actions d'une valeur nominale de mille euros (1.000,- EUR) chacune.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des Statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la Loi racheter ses propres actions."

« **Art. 19.** Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi."

#### *Quatrième résolution*

L'Assemblée décide de supprimer le TITRE I des statuts et de renuméroter subséquemment les autres titres, de sorte à ce que les TITRES II à X deviennent les TITRES I à IX.

Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'Assemblée et aucun des actionnaires présents ou représentés ne demandant la parole, le Président a ensuite clôturé l'Assemblée.

*Frais*

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à mille cent euros (EUR 1.100,-).

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé Schmitz, Drauth, Dostert, GRETHEN

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 8 février 2013. Relation: LAC/2013/6131. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €)

*Le Receveur (signé):* Carole Frising.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 15 février 2013.

Référence de publication: 2013024250/100.

(130029033) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2013.

**Travelport Luxembourg Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 19.850,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 141.572.

In the year two thousand and twelve, on the twenty-first day of December.

Before the undersigned, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

TP Funding (Cayman) L.P., a limited partnership existing the laws of the Cayman Islands, having its registered office at 87 Mary Street, KY1-9002 George Town, Grand Cayman, Cayman Islands, registered with the Registrar of Companies of the Cayman Islands under number WK 32943,

here represented by Ms. Johanna Wittek, Rechtsanwältin, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given.

The said proxy, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, will be annexed to this deed and will be filed with the registration authorities together with this deed.

Such appearing party is the sole shareholder of Travelport Luxembourg Holdco S.à r.l. (hereinafter the "Company"), a société à responsabilité limitée, having its registered office at 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 141572 incorporated pursuant to a deed of Maître Joëlle Baden, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on 8 August 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2400 on 1 October 2008. The articles of the Company have been amended the last time pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on 9 February 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 537 on 12 March 2009.

The appearing party, being the sole shareholder of the Company, requests that the following resolutions be passed before the notary:

*First resolution*

In compliance with the law of 10 August 1915 governing commercial companies, as amended (the "Law"), the sole shareholder decides to dissolve the Company.

*Second resolution*

As a consequence of the above resolution, the sole shareholder decides to appoint Mr. Jean-Claude Koch, manager, born on 25 April 1952 in Luxembourg, professionally residing at 6, rue Nicolas Petit, L-2326 Luxembourg, as liquidator.

The liquidator has the broadest powers as provided for by articles 144 to 148bis of the Law.

The liquidator is hereby expressly empowered to carry out all such acts as provided for by article 145 without requesting further authorisations from the sole shareholder where necessary.

The liquidator may exempt the registrar of mortgages from proceeding with any automatic registration; renounce all in rem rights, preferential rights, mortgages, actions for rescission; remove any attachment, with or without payment of all the preferential or mortgaged registrations, transcriptions, attachments, oppositions or other encumbrances; remove any outstanding charge in its sole discretion.

The liquidator is relieved from drawing up an inventory and may refer to the accounts of the Company.

The liquidator may, under its responsibility, for special or specific operations, delegate to one or more proxies such powers as it determines and for the period as it thinks fit.

The liquidator may distribute the Company's assets to the sole shareholder in cash or in kind in its sole discretion. Subject to the Law, such distribution may take the form of interim payments out of the surplus of the winding-up.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party known to the notary by name, first name, and residence, the said proxyholder of the appearing person signed together with the notary this deed.

### **Suit la traduction en français du texte qui précède:**

L'an deux mille douze, le vingt et un décembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

#### **A COMPARU:**

TP Funding (Cayman) L.P., une limited partnership constituée et existant selon les lois des Iles Caïmans, ayant son siège social au 87 Mary Street, KY1-9002 George Town, Grand Cayman, Iles Caïmans, enregistrée au Registrar of Company des Iles Caïmans sous le numéro WK-32943,

ici représentée par Johanna Wittek, Rechtsanwältin, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée.

La procuration paraphée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante est l'associé unique de Travelport Luxembourg Holdco S.à r.l. (ci-après la "Société"), une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 141572, constituée selon acte reçu par Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en date du 8 août 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2400 en date du 1<sup>er</sup> octobre 2008. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 9 février 2009, publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 537, en date du 12 mars 2009.

La partie comparante, associé unique de la Société, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

Conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), l'associé unique décide de dissoudre la Société.

#### *Deuxième résolution*

En conséquence de la résolution ci-dessus, l'associé unique décide de nommer Monsieur Jean-Claude Koch, gérant, né le 25 avril 1952 à Luxembourg, ayant son adresse professionnelle au 6, rue Nicolas Petit, L-2326 Luxembourg, en tant que liquidateur.

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus ainsi que prévu aux articles 144 à 148bis de la Loi.

Le liquidateur est par la présente expressément autorisé à accomplir tous les actes visés à l'article 145 sans devoir demander des autorisations supplémentaires à l'associé unique.

Le liquidateur peut exempter le registre des hypothèques de faire une inscription automatique; renoncer à tous les droits réels, droits préférentiels, hypothèques, actions en rescision; enlever les charges, avec ou sans paiement de toutes les inscriptions préférentielles ou hypothécaires, transcriptions, charges, oppositions ou autres empêchements; enlever toutes charges subsistantes selon sa volonté.

Le liquidateur n'a pas à faire l'inventaire de la Société et peut se référer aux comptes de la Société.

Le liquidateur pourra, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales ou spécifiques, déléguer à un ou plusieurs mandataires une partie de ses pouvoirs dans une étendue et pour une durée qu'il fixera.

Le liquidateur pourra distribuer les actifs de la Société à l'associé unique en numéraire ou en nature selon sa volonté. Sous réserve des dispositions légales applicables, cette distribution pourra prendre la forme d'une avance sur le boni de liquidation.

Fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête du présent acte.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la partie comparante le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de cette même partie comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connue du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, état et demeure, le mandataire de la partie comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J. WITTEK et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 31 décembre 2012. Relation: LAC/2012/63291. Reçu douze euros (12,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 février 2013.

Référence de publication: 2013024289/103.

(130029107) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2013.

**Ad Valem Technologies International S.A., Société Anonyme,  
(anc. Walbot S.A.).**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 173.781.

L'an deux mille treize, le vingt-neuf du mois de janvier.

Par-devant Maître Arrensdorff, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire (l'"Assemblée") de la société WALBOT S.A., une société anonyme établie et ayant son siège social à L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 7 septembre 2012, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations et inscrit au registre du commerce et des sociétés sous le numéro B173.781 (la "Société").

L'Assemblée est présidée par M. Marc Kapustin, dirigeant de sociétés, avec adresse professionnelle au 10, chemin du Montillier, CH-1009 Pully.

Le président nomme comme secrétaire M. Christophe Mouton, employé privé, avec adresse professionnelle au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg.

L'Assemblée élit comme scrutateur M. Yves Marguerat, employé privé, avec adresse professionnelle au Chemin de Mornex 2, CH-1001 Lausanne.

Le président de l'Assemblée expose que:

(I) Il résulte d'une liste de présence que les 31.000 actions sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1), représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont présentes ou représentées à l'Assemblée, laquelle est par conséquent régulièrement constituée et peut délibérer sur les points portés à l'ordre du jour ci-dessous, l'Assemblée déclarant avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué au préalable.

(II) La liste de présence signée par l'Assemblée demeurera annexée au présent acte ainsi que les procurations, et seront enregistrées.

(III) L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Modification de la dénomination de la Société;
2. Augmentation du capital de la Société;
3. Réduction du capital de la Société;
4. Résolution sur la langue des statuts de la Société;
5. Modification des statuts;
6. Divers.

L'Assemblée demande le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

*Première Résolution*

L'Assemblée décide de changer le nom de la société laquelle aura dorénavant la dénomination "AD VALEM TECHNOLOGIES INTERNATIONAL S.A.".

*Deuxième Résolution*

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de deux millions seize mille huit cent euros (EUR 2.016.800) de manière à le porter de son montant actuel de trente-et-un mille euros (EUR 31.000), divisé en trente-et-un mille (31.000) actions, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune, à un montant de deux millions quarante-sept mille huit cent euros (EUR 2.047.800), divisé en deux millions quarante-sept mille huit cent (2.047.800) actions, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune par l'émission de deux millions seize mille huit cent (2.016.800) nouvelles actions sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune, ayant les mêmes droits que les actions déjà existantes.

### *Souscription – Paiement*

Ces faits exposés, sont intervenus:

- M. Marc Kapustin, susnommé, agissant en sa qualité de souscripteur, qui déclare souscrire un million quatre cent treize mille sept cent douze (1.413.712) actions de la Société ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune et de les libérer entièrement par un apport en nature de cent trente-six mille (136.000) parts sociales de la société Ad Valem Technologies SAS, une société par actions simplifiée au capital de cent quatre-vingt-quatorze mille euros (EUR 194.000), immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés Bobigny (France) sous le numéro 504.041.278 et dont le siège est au 6, boulevard de la Libération 93200 Saint Denis (ci-après “Ad Valem SAS”);

- M. Laurent Maurin, directeur technique, résidant au 9, rue Lazare Carnot, F-93310 Le Pre St Gervais, agissant en sa qualité de souscripteur, qui déclare souscrire trois cent quarante-deux mille huit cent cinquante-six (342.856) actions de la Société ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune et de les libérer entièrement par un apport en nature de trente-trois mille (33.000) parts sociales de Ad Valem SAS; et

- Mme Véronique Maurin Kapustin, responsable marketing, résidant au 10, chemin du Montillier, CH-1009 Pully, agissant en sa qualité de souscripteur, qui déclare souscrire deux cent soixante mille deux cent trente-deux (260.232) actions de la Société ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune et les libérer entièrement par un apport en nature de vingt-cinq mille (25.000) parts sociales de Ad Valem SAS.

La valeur des parts de la société Ad Valem Technologies SAS a été prouvée au notaire par un rapport de valorisation établi le 29 janvier 2013 par la société Interaudit S.à.r.l., réviseurs d’entreprises, avec siège au 119, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, dont la conclusion est la suivante:

“la totalité des parts sociales de la société Ad Valem Technologies SAS, s’élevant à cent quatre-vingt-quatorze mille (194.000) parts sociales, a une valeur d’au moins deux millions seize mille huit cent euros (EUR 2.016.800)”

Les souscripteurs susnommés ont donné des déclarations écrites sur la propriété des parts de la société Ad Valem Technologies SAS datant du 25 janvier 2013.

### *Troisième Résolution*

L’Assemblée décide de réduire le capital social de la Société d’un montant de trente-et-un mille euros (EUR 31.000) de manière à le porter de son montant actuel de deux millions quarante-sept mille huit cent euros (EUR 2.047.800) divisé en deux millions quarante-sept mille huit cent (2.047.800) actions ayant une valeur nominale d’un euro (EUR 1) chacune, à un montant de deux millions seize mille huit cent euros (EUR 2.016.800), par remboursement et annulations de trente-et-un (31.000) actions ayant une valeur nominale d’un euro (EUR 1) chacune, en proportion des participations de chacun des actionnaires existants.

### *Quatrième Résolution*

L’Assemblée décide que les statuts de la Société seront dorénavant uniquement rédigés en langue française au lieu d’en langue française et anglaise.

### *Cinquième Résolution*

En conséquence des résolutions précédentes, L’Assemblée décide de modifier l’article 1 et le premier paragraphe de l’article 5 des statuts de la Société qui auront dorénavant la teneur suivante:

“ **1. Forme et Dénomination.** Il existe une société anonyme de droit luxembourgeois, sous la dénomination de Ad Valem Technologies International S.A. (la “Société”) qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la “Loi”) ainsi que par les présents statuts (les “Statuts”).”

### “ **5. Capital Social.**

5.1 Le capital social souscrit de la Société est fixé à deux millions seize mille huit cent euros (EUR 2.016.800) représenté par deux millions seize mille huit cent (2.016.800) actions ayant une valeur nominale d’un euro (EUR 1) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.”

### *Frais*

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de l’augmentation de capital à environ deux mille quatre cent quatre-vingt quinze euros (EUR 2.495,-).

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au Mandataire des parties comparantes, agissant comme dit ci-avant, connue du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit Mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: KAPUSTIN, MOUTON, MARGUERAT, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 01 février 2013. Relation: LAC/2013/4989. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signe): FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives

Luxembourg, le 18 février 2013.

Référence de publication: 2013024322/103.

(130029167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2013.

---

**North German Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6783 Grevenmacher, 31, Op der Heckmill.

R.C.S. Luxembourg B 164.415.

Les comptes annuels au 31. Dezember 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013028603/9.

(130034530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

---

**NorCell S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 162.416.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Norcell S.à r.l.

Référence de publication: 2013028605/10.

(130034558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

---

**Nettoyage Service Sarl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4135 Esch-sur-Alzette, 15, rue Saint Henri.

R.C.S. Luxembourg B 133.957.

Le Bilan au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2013028608/10.

(130034871) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

---

**SDRW Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1320 Luxembourg, 22, rue de Cessange.

R.C.S. Luxembourg B 44.306.

AUSZUG

Die Handelsregisternummer und der Sitz des alleinigen Anteilhabers der Gesellschaft SDRW Luxembourg S.à r.l. sind folgende:

Sonepar Deutschland/Region West GmbH

D-59439 Holzwickede

Natorper Straße 9

Handelsregisternummer: Amtsgericht Hamm HRB 3061

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 20.02.2013.

Référence de publication: 2013028705/16.

(130034424) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

---

**Meta-4 Group (Global) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3372 Leudelange, 2, rue Léon Laval.

R.C.S. Luxembourg B 146.785.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013028593/9.

(130034910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

**Nibheis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 70, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 169.986.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 février 2013.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2013028602/11.

(130034745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

**Melijto Management S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3895 Foetz, rue de l'Industrie / Coin rue des Artisans.

R.C.S. Luxembourg B 135.283.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013028589/10.

(130034675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

**LCH Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 156.952.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013028552/10.

(130034381) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

**R.A. & Fils S.à r.l., Société à responsabilité limitée,****(anc. Construction Moutinho & M S.à r.l.).**

Siège social: L-3676 Kayl, 68, rue de Schifflange.

R.C.S. Luxembourg B 169.207.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 5 novembre 2012 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 5 décembre 2012.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2013028666/14.

(130034644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

**Oesling GmbH, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9780 Wincrange, 35A, Maison.  
R.C.S. Luxembourg B 174.345.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Diekirch, le 27 février 2013.

Référence de publication: 2013028619/10.

(130034819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

**Otome Corporation S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

**Capital social: USD 15.880,00.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.  
R.C.S. Luxembourg B 140.288.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 25 février 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013028621/10.

(130034437) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

**Open End S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4410 Soleuvre, 9, Um Woeller.  
R.C.S. Luxembourg B 64.077.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MORBIN Nathalie.

Référence de publication: 2013028626/10.

(130034545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

**Plan-B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6619 Wasserbillig, 7, rue Roger Streff.  
R.C.S. Luxembourg B 96.223.

Les comptes annuels au 31. Dezember 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013028652/9.

(130034533) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

**New Pharma Invest Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.  
R.C.S. Luxembourg B 90.469.

**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale des actionnaires tenue en date du 31 janvier 2013*

L'Assemblée prononce la clôture de la liquidation de la société NEW PHARMA INVEST HOLDING S.A. (en liquidation) qui cessera d'exister.

L'Assemblée décide que les documents sociaux seront conservés, au minimum pendant 5 années, au siège social de HRT FIDALUX S.A., actuellement situé au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Strassen, le 27 février 2012.

Référence de publication: 2013028611/15.

(130034919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

**Luxemburger Grill Restaurants S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9208 Diekirch, 24, rue Jean l'Aveugle.  
R.C.S. Luxembourg B 163.973.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Diekirch, le 26 février 2013.

Référence de publication: 2013028548/10.

(130034579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

**Meta-4 Group (Global) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3372 Leudelange, 2, rue Léon Laval.  
R.C.S. Luxembourg B 146.785.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013028592/9.

(130034909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

**Octapan Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée soparfi.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.  
R.C.S. Luxembourg B 154.424.

*Extrait des résolutions adoptées par l'actionnaire unique tenue en date du 30 novembre 2012:*

1. la démission du Gérant:

- Kai HENNEN, avec adresse à 58, Rue Charles Martel L - 2134 Luxembourg a été acceptée avec effet au 30 novembre 2012.;

2. la nomination du Gérant:

- Christine EVANS, avec adresse à 58, Rue Charles Martel L - 2134 Luxembourg, a été acceptée avec effet au 30 novembre 2012 et ce, pour une période indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2013028618/17.

(130034356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

**Truss Limited Partner S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 3.335.075,00.**

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.  
R.C.S. Luxembourg B 111.372.

**EXTRAIT**

Il résulte de la résolution de l'associé unique de la Société en date du 20 février 2013 que:

1) le mandat de Madame Marie-Thérèse Discret en tant que gérant de catégorie A de la Société a pris fin avec effet immédiat;

2) il a été décidé de nommer Monsieur Tomas Lichy, né le 25 novembre 1972 à Ostrava (République Tchèque), résidant professionnellement au 2-4, rue Beck, L-1222 Luxembourg en tant que gérant de catégorie A de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 février 2013.

*Pour la Société*

Référence de publication: 2013028736/18.

(130034699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

**Rasmus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.  
R.C.S. Luxembourg B 113.753.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013028668/9.

(130034962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

---

**Rasmus Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.  
R.C.S. Luxembourg B 114.752.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013028667/9.

(130034992) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

---

**RS Rinaldis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4490 Belvaux, 48, rue de l'Usine.  
R.C.S. Luxembourg B 149.963.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013028684/9.

(130034816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

---

**Souliyet S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.  
R.C.S. Luxembourg B 75.794.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013028718/9.

(130034732) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

---

**Top 3000 S.A., Société Anonyme,  
(anc. Kima Constructions S.A.).**

Siège social: L-3871 Schifflange, 13, rue de la Paix.  
R.C.S. Luxembourg B 48.111.

Les comptes annuels au 31/12/2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013028729/9.

(130034755) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

---

**Top 3000 S.A., Société Anonyme,  
(anc. Kima Constructions S.A.).**

Siège social: L-3871 Schifflange, 13, rue de la Paix.  
R.C.S. Luxembourg B 48.111.

Les comptes annuels au 31/12/2004 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013028730/9.

(130034757) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

---